

NUOVA **ANTOLOGIA** 
MILITARE
RIVISTA INTERDISCIPLINARE DELLA SOCIETÀ ITALIANA DI STORIA MILITARE

Fascicolo Speciale 2021
**Intelligence militare, guerra clandestina
e Operazioni Speciali**

a cura di
GÉRALD ARBOIT



Società Italiana di Storia Militare

Direttore scientifico Virgilio Ilari
Vicedirettore scientifico Giovanni Brizzi
Direttore responsabile Gregory Claude Alegi
Redazione Viviana Castelli

Consiglio Scientifico. Presidente: Massimo De Leonardis.

Membri stranieri: Christopher Bassford, Floribert Baudet, Stathis BIRTHACAS, Jeremy Martin Black, Loretana de Libero, Magdalena de Pazzis Pi Corrales, Gregory Hanlon, John Hattendorf, Yann Le Bohec, Aleksei Nikolaevič Lobin, Prof. Armando Marques Guedes, Prof. Dennis Showalter (†). *Membri italiani:* Livio Antonielli, Marco Bettalli, Antonello Folco Biagini, Aldino Bondesan, Franco Cardini, Piero Cimbolli Spagnesi, Piero del Negro, Giuseppe De Vergottini, Carlo Galli, Roberta Ivaldi, Nicola Labanca, Luigi Loreto, Gian Enrico Rusconi, Carla Sodini, Donato Tamblé,

Comitato consultivo sulle scienze militari e gli studi di strategia, intelligence e geopolitica: Lucio Caracciolo, Flavio Carbone, Basilio Di Martino, Antulio Joseph Echevarria II, Carlo Jean, Gianfranco Linzi, Edward N. Luttwak, Matteo Paesano, Ferdinando Sanfelice di Monteforte.

Consulenti di aree scientifiche interdisciplinari: Donato Tamblé (Archival Sciences), Piero Cimbolli Spagnesi (Architecture and Engineering), Immacolata Eramo (Philology of Military Treatises), Simonetta Conti (Historical Geo-Cartography), Lucio Caracciolo (Geopolitics), Jeremy Martin Black (Global Military History), Elisabetta Fiocchi Malaspina (History of International Law of War), Gianfranco Linzi (Intelligence), Elena Franchi (Memory Studies and Anthropology of Conflicts), Virgilio Ilari (Military Bibliography), Luigi Loreto (Military Historiography), Basilio Di Martino (Military Technology and Air Studies), John Brewster Hattendorf (Naval History and Maritime Studies), Elina Gugliuzzo (Public History), Vincenzo Lavenia (War and Religion), Angela Teja (War and Sport), Stefano Pisu (War Cinema), Giuseppe Della Torre (War Economics).

Nuova Antologia Militare

Rivista interdisciplinare della Società Italiana di Storia Militare
Periodico telematico open-access annuale (www.nam-sism.org)
Registrazione del Tribunale Ordinario di Roma n. 06 del 30 Gennaio 2020



Direzione, Via Bosco degli Arvali 24, 00148 Roma
Contatti: direzione@nam-sigm.org ; virgilio.ilari@gmail.com

©Authors hold the copyright of their own articles.

For the Journal: © Società Italiana di Storia Militare
(www.societaitalianastoriamilitare.org)

Grafica: Nadir Media Srl - Via Giuseppe Veronese, 22 - 00146 Roma
info@nadirmedia.it

Gruppo Editoriale Tab Srl -Viale Manzoni 24/c - 00185 Roma
www.tabedizioni.it

ISSN: 2704-9795

ISBN Fascicolo Speciale 2021: ISBN: 978-88-9295-270-6

Les services spéciaux français en Belgique, 1936-1940

Recrutement et activité

par ETIENNE VERHOEYEN¹

ABSTRACT. Since the first World War, French and Belgian intelligence services cooperated closely with each other. In the 1930s, the Lille outpost of the French military secret service recruited Belgian or French citizens who were living in Belgium. Most of these Belgians were known as to be sympathetic to France, while others were motivated by earning easy money. From 1936 on, French officers posted in Belgium (Brussels, Antwerp, Liège, Charleroi), concentrated on purchasing German agents. For that purpose, double agents were targeted and used extensively. They penetrated German circuits or tried to get in touch with individual German agents. This tactics proved successful and led to the arrest of several German spies. Cooperation with Belgian services was constant until September 1939. After that time, the Belgian government enacted a policy of strict neutrality, hoping that this would keep Belgium out of a new war. As a consequence of this decision cooperation with French intelligence was reduced.

KEYWORDS: INTELLIGENCE SERVICES, FRENCH INTELLIGENCE, BELGIAN INTELLIGENCE, HUMAN INTELLIGENCE, AGENT'S MANIPULATION

L'activité des services spéciaux français en Belgique avant le 10 mai 1940, essentiellement entre 1936 et 1940² est tenue par le poste de la Section de renseignement/Section de centralisation des renseignements (contre-espionnage) (SR/SCR). Créé en 1933 à Lille, le Bureau d'études du nord-est (BENE, plus tard Centre de liaison français, CLF) est chargé de ras-

1 Correspondant Centre d'études et de documentation guerres et société, CEGES, Bruxelles. Je tiens à remercier Gérald Arboit et Jean-Marie Stoerkel pour l'aide qu'ils m'ont apportée.

2 Un premier article consacré à ce sujet a paru dans la *Revue Belge d'Histoire Militaire*, XXX-3, 1992, p. 183-198 sous le titre « Honorables correspondants. Citoyens belges et services de renseignement 'alliés' en période de neutralité ».

sembler des informations sur l'Allemagne via la Belgique et la Hollande. L'activité française se situe surtout dans le domaine du contre-espionnage contre l'Allemagne, au travers d'agents dits « doubles », c'est-à-dire qu'ils étaient chargés de pénétrer les services allemands, pour mettre au jour leurs agents, leurs méthodes et leurs domaines d'intérêt.

Cet article se fonde essentiellement sur des archives belges ou conservées en Belgique. Les plus importantes sont contenues dans le « fonds de Moscou », c'est-à-dire d'un très grand nombre de documents de la SR/SCR capturés par les Allemands en France en 1943, pris par les Soviétiques en 1945 et restitués aux pays d'origine dans les années 1990. Ce fond photocopié est conservé au Centre d'études et de documentation Guerres et Société (CEGES) à Bruxelles, qui conserve les dossiers des agents de renseignement et d'action ayant fait partie, pendant l'occupation, d'un réseau reconnu par le gouvernement belge de Londres. Ces dossiers sont gérés par la Sûreté de l'État. À côté de ces deux fonds, nous avons utilisé un certain nombre de dossiers individuels de la Police des étrangers, conservés aux Archives générales du Royaume à Bruxelles. Du côté français, nous avons très utilement pu consulter quelques dossiers conservés au Service historique de la Défense (SHD/DAT).

LE BENE/CLF DE LILLE

En juin 1933, le lieutenant-colonel Edmond Laurent, chef de la SR/SCR à Paris, décide de créer un poste de ce service, le BENE, qu'il installe à la citadelle de Lille. Sa mise sur pied est confiée au commandant Louis Rivet, son successeur en novembre 1935, puis au chef d'escadron Joseph Darbou. À la fin des années 1930, le BENE devient CLF, dénomination déjà utilisée lors de l'occupation de la Rhénanie. Pour l'observation des menées allemandes via la Belgique et les Pays-Bas, le BENE y crée des antennes, à Bruxelles (« Charles »), à Liège, à Anvers et à La Haye et/ou Rotterdam (« Orange »), les deux premières étant les plus importantes. En septembre 1939, la suppression du Bureau régional d'études militaires (BREM) de Metz amène un rattachement au CLF des antennes de Longwy (Bureau central de la circulation), de Thionville (Bureau d'Annexe Thionville) et de Luxembourg (POLUX).

Le BENE/CLF comprend une section SR et une section SCR. La SR Terre est

dirigée par le commandant Darbou, secondé par le capitaine Marcel Bernier, le lieutenant Léon Husser (à partir de 1935), le lieutenant André Fontès (à Rotterdam à partir de la mi-1936), le capitaine Roger Lafont, le lieutenant Georges Crochart (alias « Clément ») et le capitaine Auguste Leman. À côté du SR Terre, il existe une section Air, dirigée par le capitaine Richard, secondé par le lieutenant Jean Delage et l'adjudant Georges Ittel. La section contre-espionnage est aux mains du lieutenant-colonel Charles Robert-Dumas, assisté par les capitaines Gardonneix et Émile Bertrand. À eux se joignent à partir de septembre 1939 des officiers de réserve, tels les lieutenants Jean-Émile Rigaud (médecin dans le civil), Étienne Perrigot, et Rimier (ou Rohmer – un des deux noms est un nom de couverture). La section comprend encore quelques autres officiers dont quelques-uns reparâitront dans ce récit : le commandant Cadoret, le capitaine Decoop et les lieutenants Perrin et Decrepy.

En 1939, le contre-espionnage territorial est exercé par les BCR (Bureaux de centralisation des renseignements) des Régions militaires, à Lille sous la direction du commandant Christiaens, à Amiens du commandant réserviste Paul Gérard-Dubot. Ce dernier, secrétaire général du quotidien parisien *Le Journal*, a été recruté en 1925 par le lieutenant-colonel Laurent. La surveillance des frontières incombe à ces BCR qui créent à chaque point de franchissement et de douane, un centre d'interrogation, dirigé par un ou deux officiers subalternes de réserve. En septembre 1939, il fait état d'un « SR Givet » qui se rapporte peut-être à un groupe de patriotes dont un certain Fenaux, cité nommément par Gérard-Dubot. Il pourrait s'agir de Marcel Fenaux, grand invalide de la Grande Guerre, bien connu dans la région givetoise et disposant de nombreux contacts au-delà de la frontière³.

Cette « police des frontières », d'un autre style que la Brigade de surveillance du territoire (BST), s'assure aussi de la collaboration de Belges francophiles bénévoles. Ainsi ces quelques habitants de Charleroi comme l'ancien des services de la Première Guerre mondiale, Anatole Gobeaux. Cette figure d'une certaine notabilité dans le Hainaut belge et surtout dans sa région, la « botte du Hainaut » et dans son village (Momignies), joua en 1914-1918 un rôle important

3 Étienne VERHOEYEN, « Le sous-réseau belge du poste de Limoges du SR Air », *Notice historique* n° 38, mai 2003, <http://www.cf2r.org/fr/notes-historiques/le-sous-reseau-belge-du-poste-de-limoges-du-sr-air.php>.

dans le réseau « la Dame Blanche », actionné par le *Secret Intelligence Service* (SIS). En septembre 1939, il est d'ailleurs un des premiers Belges à être approché par le *captain* John Barness-Stott (*Daniel*). Gobeaux entretient également des contacts avec la police des frontières dans sa région⁴, non sans créer quelques remous dans les services français. Le 30 septembre 1939, Gérard-Dubot fait état d'une « affaire Gobeaux »⁵, puis le BCR soupçonne un agent allemand d'être venu enquêter sur cette affaire⁶.

Bruxelles : le « poste Charles »

Dans l'entre-deux-guerres, le représentant de la SR/SCR à Bruxelles est en principe l'adjoint de l'attaché militaire. Celui-ci est en même temps le représentant du SR français au sein du bureau de renseignement tripartite franco-anglo-belge connu sous le nom de BLAO/BOX⁷. La dénomination « poste Charles » s'applique donc aussi bien au poste qu'à la personne qui le dirige, le capitaine, puis commandant, Raymond Fustier depuis la mi-1936. Ce membre du BENE est notamment chargé du recrutement d'agents de pénétration. Il s'installe 22 rue Mercelis à Ixelles, où l'attaché militaire tient ses bureaux. Son domicile privé se trouve au 94 de la rue des Patriotes ; cette adresse est connue des services allemands fin 1939 au plus tard. La direction de la SR/SCR rappelle Fustier et le remplace par le colonel Auguste Hautcoeur, protégé par sa fonction d'adjoint de l'attaché militaire.

A ce moment, le CLF définit les fonctions et la position du « poste Charles » vis-à-vis du CLF et du 5^e bureau de l'EMA⁸. Le poste comprend cinq services : Charles, Charles V (?), contrôle des visas de passeports, Brabant (?) et CEPE (contre-espionnage répressif). Le poste est placé sous les ordres de l'adjoint de l'attaché militaire, et relève pour la discipline et l'administration de l'attaché militaire. Pour l'emploi, il est une annexe du CLF. En cas d'urgence, il peut

4 *Le Pays Réel*, 9.10.1940, « Un Belge arrêté par les Français un an avant la guerre ».

5 Service historique défense, SHD/GR, Vincennes, 1 K 545, Fonds privé colonel Paillole, Journal de marche du colonel Gérard-Dubot, 3.9.1939-20.8.1940.

6 CEGES, AA 1423, 7/1/616b. Ces informations sont transmises à la Direction générale de la Sûreté Nationale par le commissaire spécial de Charleville.

7 VERHOEYEN, 2014

8 CEGES, AA 1423, 7/1/615, p. 156-158, *Statut du poste Charles, entre en vigueur le 18.3.1940*.

envoyer directement des renseignements au 5^e Bureau, le CLF étant juste tenu au courant. « Charles » reçoit communication des renseignements des autres annexes du CLF en Belgique. Il ne communique à l'attaché militaire que ceux susceptibles de l'intéresser.

Dans le domaine du contre-espionnage, le « poste Charles » est chargé du contrôle des visas, « *de la liaison avec Louis [?] et les Consulats, des enquêtes diverses, en résumé de tout le CE administratif* ». Le rôle des consulats – assez récurrent – en matière de renseignement augmente surtout après la déclaration de la guerre, avec le renfort d'officiers d'active ou de réserve. A Bruxelles, le lieutenant de réserve Etienne Perrigot travaille sous couverture d'un attaché, et transmet son courrier à Jean-Emile Rigaud, soit à Bruxelles (où ce dernier se rend assez souvent), soit à Lille. Ce Vosgiens arrive en Belgique le 8 septembre 1939 et s'installe d'abord dans un hôtel, puis au 15 de la rue aux Laines, près du Palais de Justice. Le ministère des Affaires étrangères lui procure un titre de séjour spécial à la date du 9 octobre 1939⁹. Celui-ci semble réservé à des étrangers faisant partie du service de renseignement des pays alliés sous couvert d'une fonction diplomatique ou consulaire, comme le soulignent Emile Kraemer, attaché au SR Air à Bruxelles, Georges Bouvier de l'antenne de Liège, et les Britanniques du *British Passport Control Office*, service dont le rôle de couverture du SIS est notoire.

Les agents de pénétration (W et W2)

Le BENE/CLF et son annexe à Bruxelles manipulent un certain nombre d'agents de pénétration (les W) chargés de découvrir les rouages de l'espionnage allemand en Belgique. Dans les archives consultées, nous avons trouvé trace de dix-sept W ; certains ne sont connus que par leur indicatif. Au moins huit d'entre eux sont à un moment ou pendant assez longtemps en rapport direct avec des membres de l'antenne de l'Abwehr en Belgique, la *Kriegsorganisation Belgien* (KOB), Cette antenne de l'Abwehr est camouflée sous la section économique de l'ambassade allemande en Belgique. Elle est dirigée par le capitaine Friedrich Unterberg, assisté entre autres de Hermann Brandel et d'une secrétaire fort active dans le recrutement, Gertrud Beckmann. Cette organisation est connue du

9 Archives générales du Royaume, AGR, Bruxelles, fonds Police des Etrangers, dossier no. A 375358, E. Perrigot.

contre-espionnage français grâce au travail des W. Toutefois, Brandel est le seul dont le nom réel soit mentionné dans les rapports conservés. Unterberg est désigné comme « le Docteur », « la secrétaire » est sans doute Gertrud Beckmann, et le spécialiste radio Heinz Hadel est appelé « l'homme au visage grêlé ». Leurs noms ne seront connus que lorsqu'ils seront arrêtés sur ordre du colonel Guy Schlessler, chef de la SCR, le 12 mai 1940 en gare de Baisieux. Tous ont pris place dans le train diplomatique qui, transitant par la France, doit transporter le personnel de l'ambassade allemande de Bruxelles vers la Suisse¹⁰.

Les résultats obtenus par le travail patient de Joseph Doudot, un officier de la section contre-espionnage du BREM de Metz, employé comme agent de pénétration, sont considérables, s'étendant sur presque dix ans et couvrant aussi bien l'Abwehr de Cologne que celle de Stuttgart. Son action mène dès 1937 à la découverte du nom réel de Rumpel, alors que ce dernier ne connaîtra la véritable identité de Doudot qu'après la guerre, lors de son interrogatoire par le contre-espionnage belge¹¹. Doudot signale à la Sûreté belge un personnage qui finira par jouer un double jeu, Nestor Batter, d'Ambly. Lors de l'occupation de la Rhénanie, il sert dans la gendarmerie belge stationnée en Allemagne. Devenu cultivateur, il aspire à un travail plus rentable et écrit au consulat d'Allemagne à Liège en vue d'obtenir un emploi. Un certain « Steinbrinck » lui fixe rendez-vous à la douane de Bildchen, un des lieux de rencontre préférés de l'Abwehr de Cologne pour les agents venant de Belgique. Cette entrevue a lieu le 9 décembre 1934. Par la suite, Batter rencontre son interlocuteur allemand à Aix-la-Chapelle, à la douane de Bildchen, à Luxembourg et à Maastricht. Il fait semblant d'accepter de travailler pour l'Abwehr et met la Sûreté belge au courant en juillet 1935. Celle-ci lui ordonne, après un certain temps, de cesser toute relation avec l'Abwehr. Batter y consent, mais du côté belge la vigilance règne et on s'aperçoit bientôt qu'il continue à correspondre avec « Steinbrinck ». Batter est arrêté le 19 février 1936, peu de temps après que, le 24 janvier précédent, le poste de Metz ait révélé que « Steinbrinck » était le major Rudolph de l'Abwehr de Cologne, bien connu de Doudot.

10 CEGES, AA 1423, 7/1/615b, Télégramme chiffré du 12.5.1940.

11 *Ibid.*, AA 1312/2, rapport d'interrogatoire de Rumpel par le capitaine Cuvelier, 24.8.1946 ; Henri KOCH-KENT, *Doudot. Figure légendaire du contre-espionnage français*, Tournai, Casterman, 1976, p. 57 ; Henri NAVARRE, *Le service de renseignements*, Paris, Plon, 1978, p. 54.

Un W contribue à la découverte, du moins partielle, du rôle de Jean Vandecasteele, un des agents les plus prolifiques jamais recrutés en Belgique par l'Abwehr de Cologne. Depuis 1937, la Sûreté Publique belge et le contre-espionnage français sont au courant de l'activité de ce dernier. Il travaille pour l'Abwehr depuis 1935 et connaît Brandel. Il essaie de recruter de nouveaux agents, notamment des militaires et des fonctionnaires, par la voie d'annonces de presse. En cas de réponse, il entre en rapport direct ou par l'entremise de Rumpé, son officier traitant, avec plusieurs militaires belges endettés, dont le lieutenant Joseph Dombret du service cartographique de l'armée, ou ce sous-officier qui, après une première rencontre, avertit ses chefs. Ceux-ci lui demandent de maintenir le contact, la Sûreté publique apprenant le rôle de Vandecasteele et photographiant Rumpé lors d'une entrevue aux Pays-Bas.

À partir de février 1939, un W belge, l'ancien communiste, Norbert Lefebvre, rayé du Parti en 1938 pour avoir puisé dans la caisse de sa section, infiltre le réseau de Vandecasteele¹². Grâce à trois autres agents de pénétration, le contre-espionnage français est au courant de l'activité de l'*Abwehrstelle* de Wiesbaden et de rencontres organisées en Belgique en 1937. Par Doudot, Joseph Klein, l'inspecteur spécial d'Audun-le-Tiche, à la frontière luxembourgeoise, et Li 312, sont connues les tentatives de recrutement de l'Abwehr de Düsseldorf en Belgique et aux Pays-Bas. Par le travail d'un autre W (Li 323, Alfred van Lynden tot Oldenaller), la Sûreté publique peut procéder en mars 1940 à l'arrestation de l'Allemand Oswald Trees, du poste de Düsseldorf, de son agent hollandais Van der Plas et d'un agent potentiel, le *coach* canadien de l'équipe de hockey allemande Robert Bell¹³.

En parcourant ces résultats, on peut avancer qu'avant le 10 mai 1940, que le contre-espionnage français (et par ricochet souvent la Sûreté belge) dispose d'une connaissance assez approfondie de l'activité de l'Abwehr sur le territoire belge, et notamment du fonctionnement de la *Kriegsorganisation*. Par le travail des W, la SCR peut dresser annuellement une liste de questions posées par l'Abwehr sur la Belgique et contribuer à l'intoxication des Allemands¹⁴.

12 Justice militaire belge, JMB, Bruxelles, Conseil de Guerre de Liège, dossier no. 1134/47 en cause Dombret-Pirlot-Luttger.

13 CEGES, AA 1423, 7-1-2011, rapport du CLF du 6.6.1940 concernant Trees et consorts, basé sur des renseignements mis à la disposition des Français par l'Auditorat militaire et la Sûreté belge.

14 *Ibid.*, AA 1423, 7/1/736, p. 203-207

L'antenne de Liège

Consul général à Liège depuis le 1^{er} novembre 1930, Fernand Sarrien est jusqu'en 1935 en rapport avec le capitaine du Crest de Villeneuve du BREM de Metz¹⁵. Il a ses bureaux au 52 Boulevard de la Constitution dans une maison appartenant à l'éditeur liégeois et activiste wallingant Georges Thone, collaborateur depuis toujours des services français¹⁶. En septembre 1939, deux officiers du CLF de Lille s'installent à Liège. Le premier, Marcel Bernier, est chef d'antenne et entretient depuis longtemps des rapports avec des informateurs belges du SR. Le second, Georges Bouvier (« Bravier », « Gérard », « Berger-Duval » et « Bertier »), est un vieux renard du renseignement, ancien du consulat de France à Düsseldorf pendant l'occupation de la Rhénanie¹⁷. Il réside officiellement 11 Place Emile Dupont mais en fait au café Aux Trois Suisses, rue du Pont d'Avroy, dont le propriétaire est un agent d'un réseau liégeois appelé « l'Épingle noire ». Le café est connu, dès avant la guerre par les services allemands comme un lieu de rendez-vous (« *Verkehrslokal* ») d'agents français.

Bouvier est surtout actif dans le contre-espionnage. Son contact le plus important est formé par le groupe d'agents connu comme « l'Épingle noire »¹⁸, du commissaire de police adjoint Louis Rademecker, ancien officier de la Sûreté Militaire belge de l'Armée d'Occupation en Allemagne (1919-1925), et chargé de la liaison (1921-1922) avec les services français à Düsseldorf. Le 3 septembre 1939, Rademecker met « [s]es services à [l]a disposition (...) d'un service français de renseignements ». Les capitaines Georges Crochart (« Clément ») et Georges Dumezil, professeur à la Sorbonne, le contactent et jettent avec lui les bases de son groupe. Par la suite, le capitaine Berger-Duval (Bouvier donc) lui enjoint de créer des points d'attache à la frontière belgo-hollando-allemande, des refuges pour des officiers opérant en Allemagne, assurés en partie par le capitaine Maudry du consulat de France à Verviers, les autres liaisons par Bouvier.

15 *Ibid.*, AA 1423, 7/1/616-2, p. 516, note de P2 du 25.7.1940.

16 Les arrières de l'immeuble communiquent avec le domicile privé et l'imprimerie de Thone, rue de la Commune en Outremeuse.

17 AGR, fond Police des Étrangers, dossier no. 7370368 (G. Bouvier), note du ministère des Affaires étrangères, 20.9.1939.

18 Cette dénomination réfère à une société secrète bonapartiste sous la Restauration. Les informations sur l'Épingle Noire émanent d'un petit dossier constitué après la guerre. Ce dossier contient, comme source la plus importante, un rapport rédigé par Rademecker en 1941 (CEGES, AA 1114).

Ce dernier est assisté par un autre policier liégeois, Louis Cox, depuis 1936. Cox fait la connaissance de Bouvier à l'occasion d'un contrôle dans l'hôtel *Les Trois Suisses* où Bouvier réside. Il l'accompagne à deux occasions lors de ses tournées le long de la frontière et dans les Cantons de l'Est, en compagnie cette fois de Rademecker¹⁹. Se concentrant dans le contre-espionnage, notamment sur les agissements du *Heimattreue Front* dans la région d'Eupen-Malmédy, Cox est assisté par Emile Braibant, chef de service au gouvernement provincial de Liège et professeur de droit administratif. Celui-ci est justement chargé, au gouvernement provincial, de traiter les affaires confidentielles relatives aux nominations de bourgmestres et d'échevins. Rademecker dira, dans son rapport de 1941, qu'entre septembre 1939 et mai 1940, il a pu fournir plus de huit cents notes et rapports.

*Une sous-section à Verviers*²⁰

Étant donné l'intérêt de la SR/SCR pour l'Allemagne, il n'est pas étonnant de retrouver son activité à Verviers. Le capitaine Amédée Maudry et le lieutenant de réserve Auguste Leman, s'y installent comme attaché au consulat de France de cette ville, le premier fin août 1939, le second le relevant en avril 1940. Ils y bénéficient du travail du vice-consul de France Jules Daniel-Lamazière (1936-1938), à nouveau en fonction le 8 avril 1940²¹. En 1939, il organise une rencontre entre Maudry et Julien Delaval, chef du bureau Population de l'administration communale à Verviers, au café L'Ecuyer, rue de la Concorde, qui est exploité par Maurice Hendrick, agent du service. Les officiers français entretiennent aussi d'excellents rapports avec Georges Thone et d'autres militants wallons, comme le garagiste Paul Cartigny, servant à l'occasion de chauffeur à Maudry le long de la frontière allemande. Pendant « la drôle de guerre », Cartigny dispose d'un laissez-passer pour Liège et d'autres localités frontalières. Maudry peut ainsi visiter des agents partiellement recrutés par Cartigny, une dizaine de personnes

19 CEGES, AA 349, *Anklageschrift* en cause F. Karthaus. Celui-ci, qui est déjà signalé à la Stapo d'Aix-la-Chapelle en 1938, sera arrêté par un *Einsatzkommando* d'Eupen le 14 juillet 1940. Il est acquitté en 1941 mais sa détention ne prend pas fin, car elle est muée en *Schutzhaft*. Il décède à Gross-Rosen le 4.2.1942.

20 Avec des remerciements à Jacques Wynants, historien à Verviers. Voir : Jacques WYNANTS, *Verviers 1940*, Crédit communal de Belgique, Collection Histoire Pro Civitate, no. 60, 1981, p. 87-90.

21 Lettre du consulat général de France à Liège à l'auteur, 19.8.1991.

dont on ignore tout de leur activité concrète. Ces contacts lui serviront après l'Armistice, lorsqu'il organisera des réseaux en Belgique à partir de Clermont-Ferrant. Parmi les Français résidant à Verviers, le négociant en tissus Marcel Quentin est, d'après Cartigny, le numéro un du renseignement français à Verviers. Quentin est membre du Comité d'Entraide franco-belge, organisme qui vient en aide aux familles des militaires français rappelés sous les drapeaux et habitant Verviers. Est également membre de ce comité, l'industriel René Voos, approché, en 1939, par le Liégeois Laurent-Adolphe Thibout, recruteur notoire des services français et dirigeant de plusieurs associations d'amitié franco-belge.

Réactiver la Dame Blanche ?

Après la déclaration de guerre de septembre 1939, le SR français tente de nouer un contact avec un groupe de patriotes liégeois qui, en 1914-1918, ont formé le noyau du célèbre réseau connu sous le nom de « *La Dame Blanche* ». Ce réseau travaillait pour les services britanniques, et son histoire est relativement bien connue. En 1939, l'initiative d'une prise de contact semble émaner de la SR, au travers du commandant André Perruche et de ses adjoints, le commandant Henri Navarre et le capitaine Roger Lafont (Forcade, 2008, p.133-135). L'aumônier à la 9^e Armée du général Corap, déployée face à la frontière belge, le R.P. dominicain Edmond Amiable (« Christian »), un ancien de *La Dame Blanche* qui a gardé le contact avec Walthère Dewé, chef historique du réseau. En septembre 1939, sert comme intermédiaire. Amiable est entre Fourmies et l'ouest de Sedan. Selon la fille de Walthère Dewé, Marie, Amiable se présente, le 3 septembre 1939, au domicile de la famille Dewé, 94 rue Coupée à Liège. Sont aussi présents, huit fidèles convoqués par Dewé, dont six sont des anciens de la Dame Blanche²². Amiable propose de former un « *Corps d'Observation Belge* » (COB) servant à alerter l'EMA français. La transmission d'information se ferait par le truchement d'un autre ancien de *La Dame Blanche*, A. Delchambre, dont la demeure à Macquenoise (Hainaut) est à cheval sur la frontière franco-belge. Dewé accepte de servir de sonnette d'alarme lors d'une attaque allemande prévue. La liaison entre la 9^e Armée et le COB se fera par l'intermédiaire du capitaine Louis Kleinmann, chef d'antenne BCC (Bureau Central de la

²² Entretien de l'auteur avec Mlle. Marie Dewé, 25.7.1991; note établie par Mlle. Dewé à notre intention, 21.2.1990.

Circulation) de l'EMA à Longwy, mais Paul Gérard-Dubot, chef du BCR à Amiens, suit l'affaire. Le 24 septembre 1939, il note que le

« Projet WD (Dame Blanche). Cdt Perruche. Cne Tissier. Tampon belge (d'après K 7) pour général Corap. Affaire Christian traitée par Brouillard. Amiable ».

Le 20 octobre 1939, Gérard-Dubot fait allusion aux « *tuyaux Amiable a/s invasion Belgique*²³. »

La liaison avec le CLF est assurée par le capitaine Marcel Bernier, à Liège. C'est lui qui apporte cette « *liasse de renseignements provenant d'une nouvelle Dame Blanche* » que mentionne Gérard-Dubot. Examinée par Darbou, Lafont et Bernier, son contenu est d'un « *intérêt insignifiant* », mais il décide de ne pas rompre le contact²⁴.

Kleinmann se rend régulièrement de Longwy à Liège, afin d'y installer un réseau de postes émetteurs d'alerte, sans que ne soit spécifié leur nombre²⁵. La seule indication concerne un poste déjà installé, le 17 mai 1940, chez une cousine belge d'Amiable, Jeanne Lammens, à Melle-lez-Gand²⁶. D'autres postes émetteurs furent encore installés, dont un sur un bateau de pêche ostendais, certainement à partir d'octobre 1939. À cette époque, le lieutenant Simonin, spécialiste radio du service est envoyé à Charleroi, et au cours du même mois une mission qui lui est dévolue dans la région d'Eupen-Malmédy est annulée²⁷. Le 5 mai 1940, un des agents du COB, l'industriel liégeois André Mentior, directeur de La Lainière de Sclessin, retrouve Kleinmann et Amiable. Jugeant l'invasion imminente, il est convenu d'envoyer Mentior en mission en Allemagne. Il s'y rend du 7 au 9 mai 1940 glanant autant de renseignements que possible le long des lignes de chemins de fer Aix-Cologne-Barmen-Wuppertal, Barmen-Cassel et Cassel-Stuttgart. Il

23 SHD/GR 1 K 545, *cit.*

24 Lettres du colonel L. Husser à l'auteur, 5.7.1986 et 28.10.1986.

25 CEGES, AA 1333 (fonds Sûreté de l'État-Londres), dossier ARA de J. Mornie-Lammens, attestation Amiable, 6.1.1945 : *Dès les premières missions du capitaine Christian, [elle] offre sa maison comme point d'appui et centre de travail à l'envoyé de la 9^e Armée française. Le pilote avec sa voiture (...) et lui sert de couverture en Bourse de Bruxelles où il a ses rendez-vous* ». Confirmé dans un entretien que avec Mme Mornie-Lammens en 1990.

26 La mère d'Amiable, Louise de Thier, était belge. Sa sœur était la mère de Jeanne Lammens.

27 SHD/DAT, 1 K 545, *op. cit.*. Le colonel Paillole nous a signalé que Simonin était en effet un des spécialistes radio du service (lettre à l'auteur, 3.12.1993).

réussit à gagner la Suisse à temps, d'où il adresse un rapport à Kleinmann²⁸.

À la date du 20 octobre 1939, Gérard-Dubot signale « *des problèmes prise en compte Dame Blanche* ». Un parmi d'autres, Dewé a été contacté, vers la fin septembre, par le *Captain Daniel* du SIS britannique, l'amenant à partager les renseignements rassemblés par le COB entre Français et aux Britanniques, permettant à ces derniers d'en bénéficier après la défaite des premiers (Bernard, 1971, p. 106). On sait que le SIS a fourni quatre postes émetteurs à Dewé, qui auraient dû fonctionner après l'invasion ; des problèmes techniques empêchèrent tout contact. L'attitude des officiers du CLF peut également avoir pesé. En effet, le capitaine Lafont « *avait objecté les dangers que représente une chaîne aux maillons de valeur inégale* » et que ceci pouvait entraîner « *le plus haut risque de défaillances* »²⁹. Le 10 mai 1940, Amiable s'est encore rendu à Liège pour emmener la famille Dewé en France, mais celle-ci a préféré rester en Belgique³⁰. À partir du 10 mai 1940, le COB se mua en « *service Cleveland* » et plus tard en « *service Clarence* », au profit exclusif du SIS, et subsidiairement du gouvernement belge en exil.

L'antenne d'Anvers

L'antenne de la SR/SCR à Anvers se cache derrière la couverture d'une société commerciale appelée la S.A. La Confiance Mutuelle. Créée le 28 mars 1934, elle fait officiellement du prêt d'argent, de l'escompte de traites et de la recherche de renseignements sur la solvabilité des clients³¹. Dirigée par Jean Génébrias de Fredaigue (président du conseil d'administration), Alphonse van Hecke (administrateur-délégué) et de Jean Stroobant (directeur), un officier belge retraité, son siège social de la Confiance Mutuelle se trouve dans un bâtiment d'affaires situé au centre d'Anvers, Meir 10.

Génébrias de Fredaigue est issu d'une vieille famille de la noblesse picarde, installé dans la cité flamande en 1910 comme employé de la Société française de

28 CEGES, AA 1333 (fonds Sûreté de l'Etat-Londres), dossier individuel ARA d'André Mentior, rapport fait à Londres le 4.8.1943.

29 Lettre du colonel L. Husser à l'auteur, 5.7.1986.

30 Communication de Mlle. Marie Dewé à Liège, 25.7.1991. Pour se rendre à Liège, Amiable franchit la frontière franco-belge à Macquenoise, où habitait son agent Delchambre.

31 Les statuts de la Confiance Mutuelle paraissent dans les Annexes du Moniteur Belge du 18.4.1934 sous le no. 4733.

banque et de dépôts, Meir 74. Mobilisé en août 1914, il revient à Anvers en 1926, après un détour dans les Balkans, où il s'établit comme commerçant et épouse une Belge. A partir de 1933, il est président ou vice-président d'une série de sociétés françaises de souvenir comme Les Combattants Français 14-18, la Société Française de Bienfaisance et les Bleuets d'Anvers. Il exerce ses mandats alternativement avec son compagnon Van Hecke, qui est aussi, depuis 1935, président la Société Française de Préparation Militaire. A partir du 27 février 1940, Génébrias de Fredaigue est « attaché auxiliaire du consulat général de France à Anvers ». Le ministère des Affaires Etrangères lui octroie ce permis de séjour spécial réservé aux agents secrets camouflés dans les consulats.

L'Anversois Alphonse Van Hecke a combattu depuis 1909 dans la Légion étrangère, au Maghreb, au Tonkin, ainsi que dans la Somme et à Verdun. De 1919 à 1934, il sert dans l'infanterie coloniale, notamment en Indochine et quitte l'armée comme chef de bataillon. Il s'installe, le 5 janvier 1934, à Anvers, et épousa une compatriote. À la différence de Génébrias de Fredaigue, il est attaché au poste BENE à Lille, où il fait des stages de réserve en 1937-1938³².

A leur côté, un troisième personnage joue un rôle dans le renseignement français à Anvers, Paul Potocki, directeur de la société de navigation Worms et Cie qui a épousé Marthe Béliard, de la famille de Henry Béliard, un Français industriel anversois qui joua un rôle important dans le renseignement allié pendant la Première Guerre mondiale. Potocki est le représentant du SR Marine de Dunkerque, alors que Van Hecke et de Fredaigue sont attachés à la section Terre. Il s'occupe à rassembler des renseignements sur le trafic rhénan, notamment par des bateliers belges qui transportent des cargaisons vers l'Allemagne. Il est en rapport avec le capitaine Trautmann de l'antenne de Dunkerque.

Van Hecke et Fredaigue semblent liés aux dirigeants des grands magasins Bon Marché et Grand Bazar établis Groenplaats. Ainsi, Gustave Nagels, successivement employé du Bon marché et directeur de la même firme à Gand, est président des Bleuets d'Anvers à partir de 1934 et secrétaire de la Société Française de Préparation Militaire dont Van Hecke est le président. D'autre part, le directeur du Bon Marché Auguste Deslandes, officier de réserve, est président de plusieurs sociétés françaises à Anvers. Selon un rapport d'après-guerre d'un

32 Louis RIVET, *Carnets du chef des services secrets 1936-1944*, Paris, Nouveau Monde, 2010, p. 196, 896.

policier anversois, les dirigeants de ces grands magasins se réunissent régulièrement avec ceux de la Confiance Mutuelle, sans que nous connaissions les affaires traitées³³. Selon le même rapport, de La Confiance Mutuelle aurait disposé d'une filiale à Rotterdam. Il n'en existe pas de traces dans les archives de la Chambre de Commerce de Rotterdam, mais il est certain que Fredaigue se rend de temps à autre aux Pays-Bas, et que le SR Marine y louent plusieurs boîtes postales.

À l'été 1937, Van Hecke et Fredaigue montent une opération d'intoxication pour compromettre la Cagoule. Cette organisation fasciste a acheté des armes à Anvers en 1936. Celles-ci n'ayant pas été livrées, la Cagoule semble avoir voulu utiliser Van Hecke et ses contacts à Anvers pour accélérer la livraison. Elle lui remet 175 000 FF pour que Van Hecke monte une opération de trafic vers la France qui échoue lamentablement. Les cagoulards comprennent vite qu'ils ont été bernés dans un marché de dupes monté de toute pièce. À noter qu'en juillet 1937, Jean Stroobant, directeur de la Confiance Mutuelle, vend deux mitrailleuses à la S.A. Armat, société chez laquelle la Cagoule a commandé lesdites armes. Ces dernières feraient partie de la livraison, compromettant ainsi en même temps le commerçant anversoïse³⁴.

L'activité des dirigeants de la Confiance Mutuelle se situe surtout dans le domaine du contre-espionnage : les contacts suivis existant avec une section spéciale de la police communale d'Anvers et les relations entretenues avec Paul Gérard-Dubot du BCR d'Amiens en font preuve.

Le BENE et la section « Bijzondere Opdrachten »

En avril 1937, le bourgmestre (maire) d'Anvers, le socialiste Camille Huysmans, décide d'élargir une section spéciale de la police communale d'Anvers appelée *Bijzondere Opdrachten* (B.O., missions spéciales)³⁵. Il s'agit d'un service de contre-espionnage, de nombreux agents allemands se glissant notamment parmi les nombreux marins faisant escale à Anvers et parmi les réfugiés allemands. Ce genre d'activité correspond tout à fait avec celle du service français.

33 CEGES AA 2047, rapport sur le service de police « Bijzondere Opdrachten », non daté [1962].

34 Etienne VERHOEYEN, « Les achats d'armes de la Cagoule en Belgique. Chronique d'un échec annoncé, Elke DEVROE (dir.), *Tegendraadse criminologie. Liber Amicorum Prof. Dr. Paul Ponsaers*, Anvers, Maklu, 2012, p. 473-482.

35 Sauf autre mention, cette partie est basée sur un long rapport rédigé en 1962 par un agent membre de la B.O. à partir de 1937 (CEGES, AA 2047).

La B.O. est dirigée par l'inspecteur Frans-Ignace De Smedt, qui est en excellent rapports avec le bourgmestre.

Nous ignorons toutefois quand et comment commence la coopération entre la B.O. d'une part et la Confiance Mutuelle et le BENE d'autre part. Elle est en tout cas déjà un fait dès 1937. Il est possible que ces contacts ont été initiés par Justin Verhulst, directeur à la Sûreté publique belge, qui est en rapport régulier avec Paillole, et qui a également mis de Smedt en contact avec un représentant du SIS en Belgique. Dans un rapport de la police judiciaire d'Anvers, l'inspecteur Metters rapporte que De Smedt, Van Hecke, de Fredaigue et Paul Potocki (agent du SR Marine) se rencontrent au « Café Léopold » (coin Frankrijklei et Mechelse steenweg), le dimanche 22 octobre 1939³⁶.

De Smedt semble être immatriculé, depuis 1937, comme agent régulier du BENE sous l'indicatif Li 202. Cette hypothèse repose sur les éléments suivants. Henri Treffot, l'exploitant du café-restaurant « Nancy-La Lorraine », accompagne régulièrement De Smedt lors de ses déplacements à Lille. Ils y rencontrent l'officier de contre-espionnage Émile Bertrand. Il ne s'agit manifestement pas de rencontres fortuites, mais de liaisons effectuées selon un schéma régulier. En plus de ceci, quelques rapports du BENE ont un contenu se rapprochant – et reprenant parfois textuellement – des phrases figurant dans des rapports du service B.O.. Or, ces documents du BENE portent comme source l'agent Li 202³⁷. Le lien étroit entre le chef et quelques agents de la B.O. apparaît encore d'une autre manière. De Smedt communique à quatre de ses agents considérés comme des hommes de toute confiance, les adresses des postes SR/SCR de Lille, de Metz, de Dunkerque (2, Place Jeanne d'Arc) et de la centrale à Paris. Le 15 mai 1940, alors que De Smedt et ces quatre agents se préparent à quitter le pays vers la France, de Fredaigue leur procure des laissez-passer (écrits sur des cartes de la B.O.) devant leur assurer toutes facilités auprès des instances militaires en France.

La question se pose de savoir si le bourgmestre Huysmans était au courant de ces contacts suivis entre des agents de sa police et les services spéciaux français. À Londres, où Huysmans s'est installé en juillet 1940 après l'Exode de mai 1940,

36 Justice Militaire belge, Cour Militaire de Bruxelles, dossier no. 132/B/48 en cause A. Tilman.

37 Il s'agit de documents faisant partie du « fonds de Moscou », dont des copies de documents se rapportant à la Belgique sont conservées au CEGES (AA 1423, 7/1/736 et 7/1/711a).

il n'hésite pas à écrire à Frank Aveling, qu'un diplomate britannique à Bruxelles lui avait déclaré : « *Nous avons une police secrète de 52 agents, admirablement commandée et ayant d'excellents rapports avec l'IS*³⁸ ». Comme le bourgmestre était au courant des contacts avec le SIS, il paraît hautement improbable qu'il ait ignoré les contacts avec les Français, d'autant plus que De Smedt se rendait régulièrement à Lille et qu'il avait de fréquentes réunions avec les dirigeants de La Confiance Mutuelle.

Paul Gérard-Dubot, honorable correspondant des services français depuis 1925 et secrétaire général du *Journal*, est attaché au BCR d'Amiens en septembre 1939. Dans son rapport du 29 novembre 1939, l'inspecteur de la Police Judiciaire Metsers signale que Van Hecke et de Fredaigue sont en rapport avec lui, ainsi qu'avec les journalistes Géo London et Clément Vautel³⁹. Du 23 jusqu'au 27 novembre 1939, Gérard-Dubot exécute une mission en Belgique⁴⁰. Le 24, il rencontre Van Hecke et de Fredaigue à Anvers, ainsi que Julien Homo, le « margis » (maréchal des logis) de la mission, ce qui veut dire que Gérard-Dubot loge chez lui⁴¹. Comme la plupart des entrées du journal de bord de Gérard-Dubot, celles sur sa mission en Belgique sont assez cryptiques. Nous retiendrons que Van Hecke présente un « *gros travail dispositif belge* » et un « *plan complet réseau CE* ».

La coopération entre la B.O. et les services français continue pendant la Campagne des Dix-Huit Jours. Le 13 et le 14 mai 1940, plusieurs rencontres ont lieu entre de Fredaigue et De Smedt, ainsi que des représentants de la Sûreté Militaire belge (dont le major Mampuy) et du SIS. Il y est question de l'installation d'une liaison radio entre les trois services – projet qui évidemment tombé à l'eau après la défaite belge.

À noter que Van Hecke, de Fredaigue et Potocki figurent sur la *Sonderfahndungsliste West*, composée fin 1939 par tous les services de police et de renseignement allemands en vue d'arrestations à faire lors d'une invasion à l'Ouest⁴².

38 Lettre de C. Huysmans à F. Aveling, octobre 1940, in : H. BALTHAZAR, *Camille Huysmans en Duitsland, Biijdragen tot het C. Huysmansonderzoek*, Antwerpen, 1971, p. 172-174.

39 JMB, Cour Militaire de Bruxelles, dossier no. 132/B/48 en cause A. Tilman, rapport de l'inspecteur F. Metsers sur la Confiance Mutuelle, 9.11.1939.

40 SHD/GR 1 K 545, *cit.*

41 Julien Homo, né à Brest en 1902, habite Anvers depuis 1927. Il est directeur du Comptoir Rhénan de Transports Fluviaux et de la Société Alsacienne de Navigation Rhénane.

42 CEGES, AA 1835.

Leur inscription sur la liste a été demandée par l'*Abwehrstelle* Münster. Parfois, la mention du service ayant demandé l'inscription donne une indication permettant d'identifier l'agent ou les agents qui se trouvent à la base de la mention. C'est le cas pour Van Hecke, de Fredaigue et Potocki. Nous savons qu'à partir de 1938, 'Bill' De Smedt a de très fréquents contacts avec l'Allemand Albert Schulzke, qui vient régulièrement à Anvers. Le Belge a une grande confiance en lui au point de l'introduire auprès de ses contacts français (les dirigeants de la Confiance Mutuelle) et du représentant du SIS avec lequel il est en rapport. En réalité, Schulzke est un agent de pénétration extrêmement habile, travaillant à la fois pour l'*Abwehrstelle* Münster et la *Stapoleitstelle* Düsseldorf.

L'antenne de Charleroi : le groupe LNC et le « service Henri »

Parmi les Belges qui se sont mis à la disposition des services français, Henri Javaux est certes un des plus importants. Son engagement présente une continuation remarquable. Né en 1892 à Bruxelles, il est fait prisonnier en 1914 et interné à Maastricht, d'où il est vite libéré. Après intervention de l'EMGA belge, il est mis à la disposition des Français. Son activité débute le 22 décembre 1914 ; elle est placée sous la direction de Henry Béliard. À partir du 15 octobre 1917 jusqu'au 15 avril 1918, il effectue plusieurs passages des fils électrique à la frontière belgo-hollandaise, sans doute pour acheminer des renseignements à l'antenne française à Maastricht. Entre le 1^{er} août et le 12 décembre 1918, il entreprend quatre voyages en Allemagne dont le but est inconnu⁴³.

Javaux reste en contact avec la SR/SCR jusqu'en juillet 1940. Il est reçu plusieurs fois par le colonel Rivet, chef du service. Celui-ci note dans son carnet, le 23 juin 1936 :

« Reçu Henry Jarraud [sic] qui expose son organisation particulière d'un SR à la frontière belge. Etudions l'intégration de son réseau dans le SR français avec bénéfice franco-belge⁴⁴. »

43 *Ibid.*, AA 1068, attestation du colonel Laurent, 1.2.1938. Sauf autre indication, les informations sur Javaux sont empruntés à deux fonds d'archives de Javaux conservés au CEGES (AA 1068 et AA 1970). Ces dossiers comprennent notamment une attestation de Rivet, datée du 10.2.1957) concernant l'activité de Javaux et un rapport que celui-ci a adressé à la Sûreté Nationale en 1947.

44 Louis RIVET, *op. cit.*, p. 48.

Ceci sous-entend que Rivet est disposé à partager le fruit du travail de Javaux avec ses homologues belges. Selon Rivet, le « service Henri » devait s'étendre de la région nord du Limbourg belge, derrière la Meuse, jusqu'à Maastricht, ensuite longer les frontières hollando-belge et belgo-allemand jusqu'au Grand-Duché. Pour renforcer le contact avec la SR/SCR, Javaux entretient des relations régulières, déjà avant 1939, avec le capitaine Marcel Bernier du BENE de Lille. En octobre 1939, il est question d'envoyer le lieutenant Simonin, spécialiste radio de la SR/SCR, en mission à Charleroi, peut-être pour y installer un poste de radio⁴⁵.

En fait, très peu de choses sur les activités concrètes de Javaux et de son réseau sont connues⁴⁶. Les agents recrutés avant septembre 1939 portent un indicatif composé de la lettre T suivi d'un chiffre ; ceux recrutés plus tard reçoivent leur indicatif commence par LNC, en référence aux villes de Liège, Namur et Charleroi, où sont concentrés la plupart des agents. Parmi ceux-ci se trouvent quelques personnes qui ont déjà collaboré avec Javaux en 14-18. C'est le cas de Marthe Ramois (T 16), inspectrice dans l'enseignement primaire à Liège et d'Albert Daout (T 10). Ce dernier, agent de « La Dame Blanche » en 1918, travaille pour les Français pendant la guerre du Rif en 1922. Après avoir été échevin démocrate-chrétien à Namur, il s'associe au Rexisme, pour lequel il devient conseiller provincial jusqu'en 1939. Marthe Ramois est en rapport avec le chef d'un autre mouvement d'extrême droite : Paul Hoornaert, chef de la Légion Nationale Belge, organisation s'appuyant fortement sur les anciens combattants et très antiallemand. C'est Ramois qui, en 1934, réunit Hoornaert et Javaux pour un long échange de vues au sujet de la Légion Nationale, sur ses rapports avec l'étranger et sur son attitude vis-à-vis de la France⁴⁷.

Paul Van den Branden (T 25, « Cousin Paul ») est le chef de la section de Charleroi. Il est recruté par Javaux en 1928. Disposant de plusieurs agents à Charleroi et environs, il est en contact avec le consul de France Deflin, qui semble représenter le BENE-CLF à Charleroi. Chaque mercredi, un agent de Van den Branden vient chercher le courrier diplomatique chez Deflin et le porte à

45 SHD/GR 1 K 545, *cit.*

46 Avec l'accord de Rivet, Javaux a assisté, en 1937, au congrès de la Deutsche Arbeitsfront à Hambourg.

47 CEGES, AA 1423,7/1/610, compte-rendu du 20.7.1934.

l'ambassade de France à Bruxelles⁴⁸. Ainsi, le groupe fait arrêter un rexiste, agent allemand, par le commissaire spécial de la gare de Jeumont. Au moins deux autres agents allemands (ou réputés tels) sont arrêtés à l'intervention du groupe Van den Branden.

Pour cerner l'activité de l'organisation LNC, nous ne disposons que de quelques rapports rédigés après la guerre par des agents du groupe. Sujets à caution, ces rapports font partie d'une stratégie déployée par Javaux et ses agents en vue de faire reconnaître, par l'Etat belge, leur activité pour les services français d'avant mai 1940 et contribuer à leur reconnaissance (avec avantage pécuniaire) d'agent de renseignement et d'action. Ainsi, l'agent Louis Lambert, après avoir fait état des arrestations effectuées à Jeumont, affirme qu'il a surveillé la plaine d'aviation de Gozée et qu'il aurait constaté, après septembre 1939, que

« tous les soirs des signaux lumineux étaient projetés dans le ciel et correspondaient ainsi avec les avions allemands qui se dirigeaient sur Maubeuge. Une enquête et une surveillance fut faite, et nous avons pu découvrir le lieu de ces signaux. C'était une petite baraque au milieu des campagnes. Chose curieuse, dix minutes après les signaux, les canons français entraient en action⁴⁹. ».

Il est à craindre que nous soyons ici en présence d'un des mythes ayant circulé avant l'invasion allemande, trouvant leur source dans l'espionniste fort répandue à cette époque. Le même rapport fait état d'un autre bobard : Lambert aurait obtenu « *la preuve de la fameuse indication des routes par la réclame "Chicorée des Flandres"*. Celle-ci était une indication bien marquée pour les troupes allemandes qui envahirent notre territoire ». Ces mythes de signaux lumineux, panneaux (des bouillons Kub ou Ola, de la chicorée Pacha etc.) cachant des informations routières pour l'armée allemande (comme si celle-ci ne disposait pas de cartes d'état-major détaillées) sont omniprésents, non seulement en France et en Belgique mais aussi au Royaume Uni, aux Pays-Bas et en Pologne. Ce même genre de bruits a d'ailleurs déjà circulé avant 1914 et Léon Daudet en avait ses choux gras dans *L'Action française*⁵⁰. Ces « informations » non fondées attei-

48 Lettre d'André Bricout à l'auteur, 13.3.1993. Le consul Deflin dispose d'une maison de campagne à Gerpinne, près de Charleroi, située à côté du domicile d'un autre agent de Van den Branden, Louis Lambert.

49 CEGES, AA 1333, fonds Sûreté de l'Etat-Londres, dossier ARA L. Lambert, rapport d'après-guerre non daté.

50 Cf. l'enquête des services français pendant la Première Guerre mondiale, notamment les

gnirent les services français, comme pendant la Première Guerre mondiale : le consul Deflin aurait conseillé à Lambert de transmettre ses « preuves » sur les panneaux de chicorée à l'attaché militaire de France à Bruxelles.

Dans son rapport adressé en 1947 à la Sûreté Nationale, Javaux signale avoir encore fourni à l'EMA français les noms de personnes à même de guider ses troupes lors de leur entrées en Belgique. Quatre Belges « *susceptibles de faciliter la liaison avec les autorités et la population belges, dès l'entrée en Belgique des troupes françaises* », un fabricant de lingerie à Braïne-le-Comte, un ingénieur à Nivelles, un négociant en vin de Mons et un avocat à Binche furent choisis. Trois d'entre eux possèdent une voiture. Le contact avec ces personnes doit être opéré en utilisant le mot-code « Achille-Busart-Hubert »⁵¹. Comme les personnes en question sont domiciliées dans la région dans laquelle le « service Henri » est actif, il paraît probable que ces noms ont été fournis par Javaux.

AGENTS DÉPENDANT DE L'ATTACHÉ MILITAIRE

Certains agents ne semblent pas dépendre du « poste Charles » à Bruxelles, mais plutôt directement de la légation de France. C'est le cas, par exemple, d'un Alsacien, Marc Fluhr, né à Thann en 1888. Arrivé en Belgique en 1911, il est d'abord ingénieur civil dans une firme bruxelloise pendant trois ans, avant que la guerre ne le rappelle à Strasbourg. Il revient à Bruxelles quatre ans plus tard, cette fois comme représentant industriel. Il acquiert la nationalité française et épouse une Belge⁵². À la fin des années 1930, il est directeur commercial à la Chambre de commerce française et secrétaire général de l'École française à Bruxelles. En septembre 1939, il est mobilisé dans les services du général Laurent, attaché militaire. Il recrute un Belge à Ostende ; après la guerre, Fluhr se souvient vaguement de l'installation d'un poste émetteur sur un bateau de pêche ostendais. Il recrute également le représentant de *His Master's Voice* en Belgique, Maurice Simon. Comme les enfants de celui-ci suivent les cours de

notes du SR de Belfort du 25.11.1916 et du Comité de guerre des Affaires étrangères du 5.2.1918 [SHD/DAT, 7N² 2927].

51 CEGES, AA 1423, 7/1/617, p. 65, note du CLF, 15.2.1940. Les noms ont été remis par « *un informateur très sûr* ».

52 AGR, fonds Police des étrangers, dossier no. 975065 (M. Fluhr).

l'École Française, les deux hommes se connaissent. Selon Fluhr, Simon lui procure des informations sur la colonie allemande à Bruxelles⁵³.

En octobre 1939, l'Alsacien Émile Kraemer le rejoint comme représentant du SR Air. Né à Metz en 1898, il est mobilisé au 5^e bureau, section aéronautique depuis le 5 septembre 1939 (Danis, 2010) et rejoint Bruxelles comme « secrétaire de M. l'attaché de l'Air à l'ambassade de France ». Ancien du renseignement, il a été contacté en 1916, à l'âge de dix-huit ans, pour sa connaissance courante de l'allemand. Sa première mission le mène en Allemagne même. En 1919, il rejoint le SR de l'Armée d'occupation de la Ruhr. À cette époque, il implante des agents au sein de la *Reichswehr*. En 1928, il est arrêté et condamné à cinq ans de travaux forcés par la Haute Cour allemande, pour espionnage — ce qui explique que son nom figure sur la *Sonderfahndungsliste West* composée fin 1939 par les services allemands⁵⁴. Échangé contre deux officiers allemands, il est placé de 1929 à 1939 à la disposition du ministère de l'Intérieur. Avec André Sérot, de la section Air du poste de Belfort, il identifie des espions allemands en Alsace. De 1931 à 1932, Kraemer est commissaire de police à Mulhouse, puis, de 1933 à 1936, à Charleville-Mézières (Ardennes).

À Bruxelles, il est chargé de rassembler des renseignements sur les formations de la *Luftwaffe* dans la région ouest de l'Allemagne, d'identifier des terrains d'aviation et de recruter des agents belges disposés à espionner l'Allemagne. Il monte dans ce but un réseau de bateliers sur le Rhin jusqu'à Mayence et un réseau frontalier qui s'étend de Liège à Luxembourg en passant par Aix-la-Chapelle⁵⁵. Parmi ces agents, se trouve Otto De Maeyer, membre d'une famille très francophile d'industriels du textile de Flandre Orientale, et militante de la Légion Nationale Belge. Elle est à la base du sous-réseau belge du SR Air de Limoges, après l'Armistice⁵⁶. Otto De Maeyer semble avoir été présentés à Kraemer par un agent français de longue date, Marcel Liljeblad, administrateur-délégué de la S.A. Socrinex, qui travaille également dans le textile.

De Maeyer recrute en 1939 un batelier de Baasrode (Flandre Orientale, sur

53 CEGES, AA 1333, fonds Sûreté de l'Etat, dossiers SRA de Fluhr et de Simon.

54 *Ibid.*, AA 1835.

55 Lettre du cdt J. Danis (H) à l'auteur, 3.5.2000.

56 Etienne VERHOEYEN, « Le sous-réseau belge du poste de Limoges du SR Air », CF2R, *Note historique n° 38*, mai 2013, <https://cf2r.org/historique/le-sous-reseau-belge-du-poste-de-limoges-du-sr-air/>.

l'Escaut), Aloïse Van den Eynde. Selon une note d'après-guerre du commandant Rupied, chargé de la liquidation du SR Air, Van den Eynde « a fait plusieurs voyages sur le Rhin entre la frontière belge et Mayence, et a fourni des renseignements importants sur les positions de DCA le long du Rhin ». Mais c'est surtout avec Marcel Liljeblad que ce noue la relation la plus déterminante pour De Maeyer.

La S.A. Socrinex

Le 16 mai 1938 est constituée à Bruxelles la S.A. Socrinex, dont l'objet est de

« favoriser et de faciliter l'établissement, la création et le développement d'industries, branches d'industries ou commerces en Belgique, en vue essentiellement de conquérir de nouveaux débouchés à l'étranger⁵⁷. »

Selon une employée, agent général pour le département couture, il s'agit d'une société d'import-export servant de paravent à l'activité du « 2^e Bureau » français en Belgique. Selon elle, l'administrateur délégué de la société, Marcel Liljeblad, est attaché à la « Mission militaire française », rue Brialmont à Bruxelles⁵⁸. En effet, le colonel Verneuil (Lafont), liquidateur des réseaux SSMF-TR, communique en 1949 à la Mission Belge de Liaison à Paris que « *M. Lillienbladt [sic] alias Gravier a cessé d'être en rapport avec nous [le SR] après le mois de mai 1940* »⁵⁹ — confirmant implicitement qu'il l'était bien avant cette échéance.

Marcel Liljeblad, né à Paris le 3 novembre 1890, avait son domicile légal à Strasbourg, avant de s'installer à Bruxelles en juin 1937. À une époque indéterminée, il est attaché à l'ambassade de France à Stockholm, puis au consulat général de France à Cologne. Lors de son arrivée en Belgique en avril 1937, se dit à ce moment « pensionné de l'État français »⁶⁰. Il est accompagné par sa fiancée, Karoline Schmitz, dite « Lily », née à Düsseldorf en 1903 ; elle se rend

57 Annexe au Moniteur Belge du 29 mai 1938, n° 8801, p. 3364.

58 CEGES, AA 1333, dossier ARA Alice Rutgeerts. Rapport de Alice Rutgeerts, 19.6.1945

59 Lettre de Verneuil à la MBL, 7.V.1949, CEGES, dossier ARA A. Rutgeerts. Selon celle-ci, Liljeblad partit au Maroc en mai ou juin 1940.

60 Curieusement, dans l'acte de constitution de la S.A. Socrinex (en mai 1938) il est mentionné comme « diplômé de l'École Navale de Stockholm ».

régulièrement depuis 1929 en Belgique, en tant que « artiste choréographique », se produisant au « Forum » à Liège. Le couple s'installe au 130 de la rue Royale, à l'adresse du siège social de la S.A. Socrinex, en mai 1938. Il voyage beaucoup en France et en Allemagne⁶¹. Il connaît « Christophe » (le capitaine du Crest de Villeneuve du BREM), « Charles » (le commandant Fustier) et l'agent A 140.

En novembre 1939, le contre-espionnage allemand arrêté un certain Schoenholz, au service de Liljeblad depuis 1935⁶². Il fait de nombreuses observations militaires dans la région de Cologne, Düsseldorf et Wuppertal qu'il envoie quotidiennement à Liljeblad (probablement à l'époque où celui-ci est attaché au consulat général de France à Cologne). Le 2 décembre 1939, Schoenholz — d'origine juive — accepte d'entrer dans un *Spiel* contre Liljeblad. Ceci permet à la Stapo Düsseldorf et à l'Abwehr Münster d'envoyer vingt-huit rapports fabriqués à Liljeblad, que le contre-espionnage allemand connaît aussi sous le nom de « Berger ». La même manœuvre permet de découvrir pas moins de soixante-quatorze adresses de couverture utilisées par le « réseau Liljeblad », surtout de Juifs s'occupant de contrebande. Elle permet également l'arrestation de deux de ses agents ayant opéré en Allemagne. Peu de temps après mai 1940, Liljeblad part au Maroc — comme beaucoup d'officiers et agents français « brûlés ».

Avant son départ, Liljeblad forme un noyau de collaborateurs belges : Roger Dister (directeur de la S.A. Socrinex et secrétaire de Liljeblad), Otto De Maeyer (agent du SR Air), Arthur De Sutter (inspecteur à la SNCB) et Georges Vanbergen (sous-chef de station à la gare de triage de Schaerbeek). Ce petit groupe donne son assentiment de principe de travailler pour la France, sans toutefois aller au-delà. L'un d'eux a écrit après la guerre, dans une lettre privée :

« Certes, nous avons été pressentis avant le 10 mai 1940, mais, malgré toute notre sympathie, nous avons refusé toute intervention directe en raison de la neutralité de notre pays⁶³. »

Il semblerait que le « groupe Gravier » (Liljeblad) était chargé d'une mission de sabotage, probablement des moyens de transport vers l'Allemagne. En effet, dans la même lettre, Vanbergen précise :

61 Office des Étrangers, dossier no. A 298818 (M. Liljeblad), *Bulletin de renseignements*.

62 The National Archives, TNA, Londres, KV 3/116, *Contents of Abw. III files – Krieg Frankreich*. Il s'agit d'une collection de documents allemands contemporains capturés par les Alliés en 1945.

63 Lettre de G. Vanbergen à Walter De Maeyer, 16.XI. 1947, archives de l'auteur (communiquée par Walter De Maeyer en 1987).

« Le 10 mai [1940], en compagnie de Liljeblad, j'ai rendu visite à votre frère [Otto De Maeyer] pour y faire certain dépôt, visite répétée le 13 mai ».

Ils ont l'intention de créer d'autres « nids de résistance ». Mais, en raison de « difficultés insurmontables », ils décident de livrer leur « marchandise » au major Mampuy, chef du service de renseignements militaires belges, avec lequel ils sont mis en rapport à Bruges.

En mai 1940 Liljeblad procède donc à l'installation d'un dépôt de matériel de sabotage dans l'usine d'Otto De Maeyer. Il s'agit de la société ATTA (Auxiliaire du Tissage, Teinturerie et Achèvement) fondée en 1929 et située à Buggenhout (Flandre Orientale). C'est probablement par son activité professionnelle que De Maeyer a été mis en contact avec la S.A. Socrinex, celle-ci s'occupant également de textiles. Le dépôt de matériel dans l'usine ATTA est confirmé après la guerre par un ami intime d'Otto De Maeyer, Louis Willaert, qui y travaillait. Selon Willaert, Vanbergen et un « M. X » [Liljeblad] ont amené des *explosifs* à l'ATTA et chez Willaert lui-même⁶⁴. Sur une feuille de papier, quelqu'un – probablement sous la dictée de Vanbergen – a griffonné ces quelques lignes au sujet du dépôt fait à l'ATTA : « 10 mai et 14 mai déposé Buggenhout chez L.Willaert un dépôt – bombes incendiaires, explosifs, percuteurs, matériel de sabotage »⁶⁵. Ces dépôts d'explosifs ne servirent à aucune action. En 1948, le service de liquidation du réseau « Kléber » — service de renseignement dirigé avant guerre par le colonel Rivet — fait savoir à l'administration belge « *qu'avant mai 1940, les succès des missions de sabotage dont se vantait le dit Gravier dans certains milieux, semblaient très contestables* »⁶⁶.

Cette histoire a un épilogue pour le moins remarquable. Après la guerre, Liljeblad épouse finalement Karoline Schmitz. Mais, curieusement, il semble avoir changé d'identité. En effet, celui qui épouse Lily Schmitz s'appelle Marcel Renauld-Charasson. Sa date de naissance est la même que celle de Liljeblad et

64 Attestation de L. Willaert, 29.XI.1947 (communiquée par M. Théo De Maeyer). Le dépôt chez Otto De Maeyer sera encore confirmé après la guerre par son frère Willy : « Mon frère Otto reçut des services français des explosifs pour son travail de sabotage après le départ des armées alliées ».

65 Pièce communiquée par M. Walter De Maeyer en 1987.

66 Lettre de L. Quercy à la Mission Belge de Liaison à Paris, 6.X.1948 (CEGES, AA 1333, dossier ARA Alice Rutgeerts).

sur les photos jointes au dossier, les deux hommes se ressemblent comme deux gouttes d'eau, ce qui nous permet de conclure que Liljeblad — pour des raisons inconnues — se réinstalle à Bruxelles sous un autre nom. Son dossier nous apprend qu'en 1947 il est chargé de mission au Maroc ; en 1951, il est « chargé de mission pour le gouvernement français » — un genre d'occupation qui peut cacher une activité de renseignement.

LE BREP (BUREAU RÉGIONAL D'ETUDES DE PARIS)

Le poste de Paris est créé en septembre 1939 suite à la dispersion du poste de Metz. Il est dirigé par le capitaine Léon Simoneau, et dispose aussi de quelques collaborateurs en Belgique. L'intermédiaire est le commerçant Raoul Bernard-Beaumaine, né à Bordeaux en 1890 et représentant en Belgique des champagnes Heidsick. Parmi les collaborateurs du BREP on trouve Gaston Baus, ancien agent français de 14-18, qui a travaillé avec Philippe Baucq, proche collaborateur d'Edith Cavell. Il est recontacté en octobre ou en décembre 1939 par le capitaine Rohmer, installé au consulat général de France, et accomplit, selon une attestation de Simoneau de 1946, trois missions en Allemagne.

Le BREP utilise aussi les services d'un personnage pittoresque connu sous le nom de « lieutenant Marcel ». Il s'agit de l'abbé Vincent De Moor (1889-1963), un des fondateurs de *La Libre Belgique* clandestine et également actif dans le renseignement pendant la Première Guerre mondiale, notamment au profit du gouvernement belge exilé à Sainte-Adresse. Dans les années 1930, il est très actif dans la propagande pro-franquiste et il a quelques accointances avec des membres de la Cagoule. En octobre 1939, il décide de créer un groupe de résistants au service du 5^e Bureau⁶⁷. Parmi les agents qu'il recrute, citons René Lefebvre, exploitant une bonneterie à Tourcoing. En 1914, il veut rejoindre l'armée française via la Belgique, la Hollande et la Grande-Bretagne. Arrivé à Folkstone, il remet des documents d'un réseau belge au SIS, qui le renvoie en France où il travailla comme agent du réseau de Léonie Van Houtte (le réseau « Ramble »). Lefebvre est très monarchiste — il est en rapport avec le comte de

⁶⁷ Les données sur l'abbé DE MOOR proviennent d'un récit rédigé par lui-même après 1945 (*Lieutenant Marcel. La Guerre sous l'occupation*, Montreuil, Fides, s.d., CEGES, AA 1115).

Paris, prétendant du trône de France — et milite dans l'Action Française. Son neveu par alliance, André Watine, administrateur délégué de la S.A. La Herseautoise à Herseaux (Belgique) se présente en septembre 1939 au CLF dans un bureau de la rue d'Anjou⁶⁸. Il est agréé comme honorable correspondant et est mis à la disposition de l'abbé De Moor. Comme il passe chaque jour la frontière pour se rendre à son bureau à Herseaux, il est bien placé pour surveiller le trafic et le passage frontalier.

AGENTS DU SR (SERVICE DE RENSEIGNEMENT)

L'homme à tout faire du service de renseignement, la Centrale de Paris, est « Rex » ou « Lemoine », Rudolf Stallmann de son vrai nom. Homme à tout faire aux facettes multiples, il est né à Hanovre en 1871. Après avoir travaillé en Espagne pour un service français à partir de 1915, il s'installe en France en 1920, adopte la nationalité française et prend le nom de son épouse, Lemoine. Devenu « *l'auxiliaire principal et le plus pittoresque du SR* »⁶⁹, il est mêlé à des affaires généralement de caractère assez louche. Ainsi, s'occupe-t-il de trafic de passeports de tous pays, de cambriolage, de transport d'argent et d'installation de micros dans des lieux à surveiller. Il a de bons rapports avec des officiers assez haut placés dans la SR/SCR tels le lieutenant-colonel André Perruche (chef de la section renseignement) et le colonel Edmond Mangès.

Il dispose de quelques Belges à son service, dont Peter Schmitz, un activiste anti-allemand bien connu dans la région d'Eupen. Les deux hommes se rencontrent probablement par l'intermédiaire du marchand d'art Ludwig Maringer, un homme prêt à manger à tous les râteliers et adepte des casinos tout comme Lemoine. Les premières rencontres entre Lemoine et l'agent allemand Hans-Thilo Schmidt (la « source HE »), en 1931, ont eu lieu à Verviers, et il paraît probable que Lemoine profite de sa présence dans l'est de la Belgique pour rencontrer également Schmitz, qui, lui, dispose de sources de renseignements en Allemagne même⁷⁰.

68 Interview d'André Watine par l'auteur, 14.5.1992). Selon L. Husser, cette adresse servait de lieu de rencontre des officiers du CLF avec leurs agents.

69 Henri NAVARRE, *Le Service de renseignements, 1871-1944*, Paris, Plon, 1978, p. 72.

70 Philippe BECK, Etienne VERHOEYEN, « Agents secrets à la frontière belgo-allemande.

À Anvers, Lemoine est aussi en rapport avec quelques personnes actives dans l'imprimerie et la gravure. Il s'agit du photographe de presse Marcel Aerts, du graveur et des imprimeurs Hubert Mauquoy et Franciscus Robberecht. Aerts travaille pour les services français à partir de 1936. Avec Mauquoy, il s'occupe de la confection de faux passeports (souvent luxembourgeois) et de fausses attestations devant servir à des réfugiés politiques allemands et à des Juifs ayant quitté l'Allemagne. Aerts transmet ces documents à son contact de la SR/SCR qu'il connaît sous le nom de Lemoine, l'intermédiaire avec le colonel Mangès, 5 rue de Lisbonne⁷¹.

LE SR MARINE, POSTE DE DUNKERQUE

Le SR Marine trouve son origine dans l'occupation de la Rhénanie. En effet, il est créé en 1924 à Düsseldorf, sous couvert de contrôle de la navigation du Rhin, comptant deux officiers, qui rassemblent des renseignements sur la flotte allemande⁷². En 1930, il s'installe à Metz. En 1933, presque simultanément avec la création du BENE, il est créé un poste Marine à Dunkerque, subordonné hiérarchiquement au BENE. Sa mission est de pénétrer l'Allemagne par les ports, par la Belgique, la Hollande et le Danemark. À Dunkerque, le SR Marine utilise plusieurs adresses : 2 Place Jeanne d'Arc, 25bis Place de la République, Place de la Marine (le lieutenant Pierre Besson), le Grand Hôtel (adresse de couverture au nom de Mlle. Jupperts, 3 rue Gambetta). Par ailleurs, il existe des rapports avec le consul de France à Ostende⁷³. De plus, le poste dispose d'antennes à Anvers (Potocki) et à Rotterdam. Certains agents du poste recrutés à Anvers envoient leurs rapports à une adresse de couverture à Metz (Hôtel Régina) ; Jean-Louis Klée, recruteur du SR Marine à Anvers en 1936-1937 y reçoit régulièrement du courrier venant de cette ville.

Des Services de Renseignements alliés et allemands entre 1920 et 1940 dans la région d'Eupen », *Cahiers d'Histoire du Temps Présent*, 2009, n° 21, p. 93-134.

71 À cette adresse bien connue des services français, Lemoine figure en toutes lettres dans l'annuaire de téléphone de l'époque. Les données sur ces Anversois sont empruntées à leur dossier Prisonnier Politique, Direction générale des victimes de la Guerre, DGVG, Bruxelles.

72 Henri Navarre, *op. cit.*, p. 27.

73 CEGES, AA 1423, 7/1/711, p. 395, Note de la SCR du 16.7.1934.

Un événement remontant au début de 1937 montre bien l'acheminement, entre Metz, Paris, Bruxelles et Dunkerque à propos d'un renseignement au sujet de l'Allemand, Hans Jürgen Sperling, agent du SR de la *Luftwaffe*⁷⁴. Le 9 février 1937, le colonel Rivet, chef de la SR/SCR, prie le BREM de demander au lieutenant de vaisseau Ritti, récemment transféré à Metz, de faire rapport sur une entrevue qu'il a observée, le 11 janvier 1936, dans un hôtel bruxellois entre deux hommes parlant parfaitement l'allemand et échangeant des documents et un film développé. Le 25 février, le BREM fait rapport à l'EMA des déclarations de Ritti :

« Le 11 janvier 1936, à l'Hôtel Albert I^{er}, place de la Gare du Nord, j'ai assisté à une entrevue entre deux individus parlant parfaitement l'allemand. Ils ont échangé des feuillets tapés et un ou deux films Leica déjà développés ».

Le 9 mars suivant, le même texte – à peu de choses près – est transmis au BENE, par le chef de la SCR, le capitaine Brun. À la même date, « *Christophe* » (le capitaine du Crest de Villeneuve, du BREM), fait suivre le même document au « poste Charles » de Bruxelles. Il est à remarquer qu'à partir de ce niveau, BENE et Bruxelles, le nom de Ritti est occulté. On remarque donc que le même renseignement est communiqué à la SCR, au BREM, au BENE et à son poste à Bruxelles. L'inquiétude du service s'explique par le fait qu'un officier aviateur français de Reims aurait été vu plusieurs fois en compagnie Sperling au Palace Hôtel à Bruxelles, et notamment le 22 novembre 1936. Or, Sperling est depuis 1936 l'objet de nombreuses observations, filatures et rapports de la part de Raphael Bruyneel et quelques-uns de ses agents, ainsi que de l'agent A 140.

Le poste de Dunkerque est dirigé par le capitaine de vaisseau Henri Trautmann, entré à la SR/SCR en 1924. Il vient de temps en temps à Anvers, où le poste dispose d'une antenne en la personne de Paul Potocki, administrateur délégué de la compagnie de navigation Worms. Trautmann y est aussi en rapport avec les dirigeants de la Confiance Mutuelle et le chef de la police spéciale (B.O.). Ainsi, lorsque ce dernier doute de la loyauté de l'agent de Dunkerque Jean-Louis Klée, le chef de la B.O. délibère à la Confiance Mutuelle avec Trautmann, Van Hecke et de Fredaigue des mesures qui sont éventuellement à prendre. Trautmann se rend aussi à Rotterdam, où le poste dispose de deux boîtes aux lettres. Nous ne savons pratiquement rien sur les contacts du poste de Dunkerque dans

74 *Ibid.*, AA 1423, 7/1/711a, une série de sept documents s'étalant entre le 9 février et le 13 mars 1937.

le port hollandais. Lorsque Klée est interpellé par la police hollandaise, en 1939, il se trouve en possession d'une carte de visite d'un attaché au consulat de France à Rotterdam, Henri Berthault.

Dans l'ouvrage collectif rédigé sous la direction du général Navarre, on peut lire :

« Une aide précieuse fut apportée par l'ITF, organisation communiste rassemblant un grand nombre de marins antifascistes, solidement implantée à Anvers⁷⁵. »

Les rapports entre l'ITF et le SR de Dunkerque ont été explorés pour la première fois par l'historien allemand Dieter Nelles⁷⁶. La Fédération Internationale des Ouvriers du Transport n'est pas précisément une organisation communiste. Il s'agit d'une organisation syndicale certes orientée à gauche et comptant de nombreux communistes mais aussi des anarchistes et des sociaux-démocrates. Il est vrai que la section d'Anvers est constituée principalement par des militants ayant appartenu au Parti Communiste allemand jusqu'en 1936.

Fin mars 1939, Willi Münzenberg, propagandiste communiste bien connu, ayant lui aussi rompu avec le Parti, organise à Paris une rencontre entre deux dirigeants de l'ITF (Edo Fimmen, secrétaire général, et Hermann Knüfken, chef de la section d'Anvers) et deux officiers de renseignement français. À cette date, Knüfken travaille déjà pour Dunkerque. Il s'en suit de nouvelles rencontres à Anvers et à Luxembourg (dans cette dernière ville avec Hans Jahn et Willi Nielebock, ce dernier ancien responsable de l'ITF parmi les bateliers de Rotterdam).

Un des officiers français se fait appeler « Fleuret » et donne comme adresse 5 rue de Lisbonne à Paris (domicile légal de Rodolphe Lemoine, l'homme à tout faire de la SR/SCR). Sous le nom de Fleuret se cache le commandant Edmond Mangès du BREM de Metz, à partir de septembre 1939 à Paris⁷⁷. Etant donné que l'ITF est une organisation quasiment mondiale, il n'est pas téméraire de qualifier d'aide précieuse les renseignements fournis par des marins de navires allemands, sans que l'on sache quel genre de renseignements prévalent ni comment ils sont transmis en France.

⁷⁵ Henri NAVARRE, *op. cit.*, p. 119.

⁷⁶ Dieter NELLES, *Widerstand und internationale Solidarität. Die Internationale Transportarbeiter Föderation im Widerstand gegen den Nationalsozialismus*, Essen, 2001.

⁷⁷ Pierre MIANNAY, *Dictionnaire des agents doubles dans la Résistance*, Paris, 2005, p. 118.

*Un agent recruteur hors du commun : Jean-Louis Klée*⁷⁸

Fin 1936, le SR de Dunkerque envoie à Anvers un agent recruteur du poste : Jean-Louis Klée, né à Katzenthal (Haut-Rhin) le 6 octobre 1908. En 1930, après son service militaire, il est recruté par le BREM à Metz comme secrétaire. Un de ses supérieurs, le colonel Edmond Mangès, le recommande au SR de Dunkerque, auquel Klée est affecté en 1933 comme traducteur, puis comme agent recruteur. Comme il parle aussi bien le français que l'allemand, il est bien placé pour contacter des marins ou émigrés allemands qui pourraient le renseigner sur la *Kriegsmarine*. Il arrive à Anvers en octobre 1936, et en décembre 1936, il est arrêté par la police d'Anvers pour avoir fait usage d'un faux passeport qu'il veut remettre à un marin allemand. Mais celui-ci le dénonce à la police comme un agent de la Gestapo ! D'où l'arrestation ; en même temps, la police lui reproche d'avoir omis de se faire inscrire au registre des étrangers. Paul Potocki (agent du SR Marine à Anvers) lui aurait dit que c'était superflu parce que Klée ne faisait qu'un court séjour à Anvers. Après une courte détention, l'affaire se règle à l'amiable après une intervention d'un honorable correspondant du SR de Dunkerque (sans doute Potocki) auprès de la Sûreté publique belge⁷⁹. Klée reste à Anvers jusqu'en juillet 1937 ; plus tard il s'installe à Bruxelles et à Liège. Sur les divers bulletins de renseignement à remplir par les étrangers, il se dit successivement étudiant, comptable, fleuriste ou botaniste, représentant d'une firme française et commerçant.

Pour recruter des collaborateurs à Anvers, Klée s'adresse à un personnage clé de l'émigration politique allemande à Anvers, le syndicaliste social-démocrate Waldemar Pötzsch. Celui-ci, né à Bas-Schmiedeberg en 1892, s'installe à Anvers fin 1933, après avoir été le caissier des marins à Brème. Il s'y occupe de la distribution (y compris de l'envoi clandestin en Allemagne) du périodique *Sozialistische Aktion*, de l'aide à des marins désireux de désertir leur navire (par exemple via le Fonds Matteotti) et du recrutement de volontaires pour l'Espagne républi-

78 SHD/GR 7 N° 2731 ; AGR, Police des étrangers, A 223173. Cf. Jean-Marie STOERKEL, *L'espion alsacien*, ed. La Nuée bleue, 2014.

79 SHD/GR, 7 N° 2732, lettre de Darbou à Rivet, 3.2.1937. L'honorable correspondant est probablement Potocki. Le dossier « Sûreté » de Klée, comme pratiquement tous les dossiers sensibles de la Sûreté, a été détruit en mai 1940. Le dossier « Police des étrangers » ne contient pas de trace de cette intervention.

caine. Il est en bons rapports avec les dirigeants anversoïis du syndicat des ouvriers du transport belge (affilié à l'ITF) qui mettent même un bureau à sa disposition dans la Maison du Peuple. Vers la fin 1935, Pöttsch et un autre réfugié allemand, Willy Leidner, essaient de se mettre en contact avec le SR français. Ils effectuent cette démarche par l'intermédiaire du bureau de renseignement « Ariane », établi au 41 Meir. Ce bureau, créé en 1933 par Elise Calewaert, une Anversoïise condamnée par l'occupant pour espionnage en 1916, exécute des enquêtes à la demande de la Sûreté publique, notamment sur des émigrés allemands. À partir de 1935, Calewaert est également en rapport avec le lieutenant Bernier, à Lille⁸⁰.

Suite à la démarche de Pöttsch et de Leidner, la SR/SCR charge un marin allemand, l'aventurier Otto Schriewer, de jauger leurs intentions. Il les rencontre dans plusieurs cafés anversoïis, dont le café « Den Engel », bien connu parmi les marins, dans lequel Pöttsch et Leidner louent un garni. Suite à cette approche, en octobre 1936, Klée (Gustav) se rend à Anvers, où les deux hommes acceptent de travailler pour lui. Également connu comme Simonin, Gustave Plaisant, Gustave Kerstens (à Rotterdam), il jouit à Anvers de la protection de Potocki et entretient des rapports avec la Confiance Mutuelle. Pöttsch devient le sous-agent recruteur de Klée. La technique de recrutement de Klée ne varie guère. Lorsque Pöttsch entre en contact avec un marin déserteur, il l'invite à la Maison du Peuple et lui propose de « *gagner beaucoup d'argent* ». Si la personne en question y est favorable, Pöttsch organise un rendez-vous avec Klée, généralement au même endroit. Le candidat ingénieur de marine Alfred Roth, déserteur depuis le 15 février 1937, est ainsi recruté. Klée lui remet un faux passeport allemand et lui donne une mission à Hambourg (renseignements sur les chantiers navals Blohm & Voss et sur la construction de sous-marins). Nous ignorons toutefois si Roth a effectivement rempli cette mission. Une dizaine d'Allemands a accepté de travailler pour Klée. Certains ne sont que des imposteurs dont l'appât du gain est le seul motif de leur engagement. Ils fabriquent parfois leurs rapports de toute pièce, et ce souvent de connivence avec Pöttsch, avec lequel ils partagent l'argent obtenu. Ainsi Josef Luster, ni déserteur ni réfugié politique, il travaille par intermittence dans la batellerie du Rhin, ce qui lui donne l'occasion d'entrer en Allemagne, où il a de la famille.

80 DGVG, dossier E. Calewaert, *Strafsache gegen Elise Mallems, geb. Calewaert*, n.d.

Après juillet 1937, Klée n'apparaît plus à Anvers. Pöttsch s'est entretemps mis en rapport avec un représentant du SIS en Belgique ; d'autres agents, comme Leidner, Luster et le marin Fritz Eger entretiennent un contact direct avec le poste de Dunkerque. Eger s'y rend même personnellement. Luster correspond avec des adresses à Dunkerque, dont 2 Place Jeanne d'Arc, parfois donnée comme domicile par Pöttsch et par Klée. Encore en août 1938, le SR Marine note que Klée a recruté « *plusieurs agents de valeur qui sont toujours en fonction* »⁸¹.

Ses démêlés avec la police anversoise, fin 1936, lui valent d'être dans le viseur du « *Bijzondere Opdrachten* », la section spéciale de la police anversoise qui s'applique au dépistage d'agents allemands. Le chef de cette section – pourtant agent du BENE – estime que Klée est un agent double, se disant agent français mais travaillant en fait pour l'Allemagne. Les agents de la BO obtiennent l'autorisation de sa logeuse pour fouiller la chambre garnie qu'il loue rue van Artevelde à Anvers. Ils y trouvent des lettres venant de Metz, découvrent qu'il loue une boîte postale à la grande poste de la Groenplaats à Anvers, mais en fait rien n'indique que la théorie de la BO correspond à la réalité. En juin 1937, le BENE réagit même avec un peu d'irritation à une note antérieure de la SCR, contenant des informations provenant avec quasi-certitude du chef de la B.O. Le BENE note : « *Les faits relatés dans la note ci-dessus rappelée paraissent provenir des services de police belges* ». Dans cette note, trois noms sont cités de personnes entretenant des rapports suspects avec Klée. Mais ces personnes, ajoute le BENE, sont connus comme des collaborateurs du SR Marine et Klée est bien connu de ces services.

Vers fin mai-début juin 1938, à Rotterdam, Klée reçoit « d'un certain agent de l'Allemagne », un document qu'il qualifie d'authentique donnant le dessin d'un obus. Il se rend à Anvers pour le photocopier et envoie l'original à ses chefs à Paris. Son intention est de vendre le document aux services polonais, raison pour laquelle, le 23 juillet 1938, il prend le train à Bruxelles en destination de Gdynia. Mais son projet tombe à l'eau : il est arrêté et mis à la disposition du représentant de la SR/SCR à Varsovie (Devisse, P 240). Celui-ci l'interroge : Klée dira vouloir obtenir de l'argent pour faire face aux problèmes financiers que son couple éprouve à cause de la tuberculose de son épouse. Il est clair que Klée

81 SHD/DAT, 7 N² 2732 (dossier Klée), note du BENE du 24.8.1938.

s'est rendu en Pologne sans l'accord et à l'insu de son service. Le fait qu'il ait pu traverser l'Allemagne sans être inquiété rend le voyage suspect. Klée serait-il un agent allemand ?

Qui est « un certain agent de l'Allemagne » dont parle Klée ? Notre hypothèse à ce sujet est qu'il s'agit d'Albert Schulzke, agent de l'*Abwehrstelle* Münster et de la *Stapoleitstelle* de Düsseldorf. Schulzke est un agent de pénétration, spécialement chargé des services français et britanniques en Belgique. Il y réussit admirablement. Il entre en rapport avec Klée par l'entremise de Waldemar Pötzsch. Il réussit à capter la confiance du chef de la B.O. de la police d'Anvers, qui l'introduit auprès de l'agent du SIS avec lequel le chef de la B.O. est en rapport. Aussi bien Klée que Schulzke se rendent souvent à Rotterdam. En juin 1938, Schulzke écrit au poste de Münster qu'il a eu une nouvelle rencontre avec « l'agent du SR français ». Celui-ci est en rapport avec une instance qui prépare des faux passeports, dont l'agent français en remet à ses agents⁸². Tout ceci correspond assez exactement au comportement de Klée. En août 1938, Schulzke rapporte à l'Abwehr de Münster que Klée utilise à Rotterdam le nom de « Gustav Kerstens » et qu'il reçoit du courrier à la BP 203. Selon Schulzke, Klée aurait été envoyé en Afrique du Nord. C'est sans doute ce que Klée lui a raconté pour couvrir son voyage en Pologne.

Ce contact entre Klée et Schulzke suscite quelques problèmes. Schulzke a-t-il réussi à se faire accepter par Klée comme un de ses agents, ce qui correspond à son rôle d'agent de pénétration ? Dans ce cas, le dessin de l'obus était très probablement un faux fabriqué par le contre-espionnage allemand pour intoxiquer l'adversaire français. Mais en supposant que Klée savait que Schulzke était en réalité un agent allemand, il a joué lui-même le rôle d'un agent de pénétration. Qui a trompé qui ?

Le 14 février 1939, Klée devient suspect aux yeux des services français. Son diner liégeois avec l'Allemand Lang, se termine par le retour de ce dernier au consulat allemand, avenue Blondin. Les services français pensent à tort qu'il s'agit du consul général d'Allemagne à Liège. Mais le consul allemand s'appelle Alfred Lautz. Il est en fonction depuis 1934 et le restera jusqu'en mai 1940.

82 National archives and records administration, NARA, Washington, RG 226, E 119 A, B 89, F 200, *German Deception, War Room Report*, 24.7.1945. Il s'agit d'une collection de documents de l'Abwehr capturés par les Alliés à la fin de la seconde Guerre mondiale.

L'Allemand avec lequel Klée a dîné est très probablement le journaliste Hans Otto Lang, faisant partie à cette époque du personnel du consulat allemand à Liège comme *Hilfsarbeiter*⁸³. Derrière cette qualification se cache souvent une personne s'occupant d'espionnage. Cette rencontre rend sans doute Klée suspect aux yeux de tous les services, belges et français. Il est à noter que la police liégeoise dispose d'une section spéciale chargée de surveiller les allées et venues à la légation allemande, comparable à la B.O. d'Anvers. Les informations ainsi recueillies sont transmises à la Sûreté militaire belge, mais il n'est pas exclu qu'elles le sont également au contre-espionnage français⁸⁴. À partir de début 1937 en tout cas, il existe une correspondance suivie entre la Sûreté publique belge et la SR/SCR au sujet de Klée, et après le dîner à Liège, un officier de la SCR (peut-être Paillole) rend visite à un fonctionnaire de la Sûreté publique pour se concerter sur l'attitude à prendre par rapport à Klée. En mars 1939, Klée et son épouse sont expulsés de Belgique. Ils s'installent à Breda aux Pays-Bas. Quelques mois plus tard, après un bref séjour en Suisse, le couple Klée décide d'émigrer vers l'Amérique du Sud, où Jean-Louis fera une carrière dans l'industrie. Il meurt à Buenos-Aires en 1989.

Klée a-t-il à un moment été à la solde de l'Allemagne ? Il est impossible, faute d'éléments probants, de répondre par oui ou par non. Même le dîner avec un fonctionnaire allemand à Liège, s'il peut paraître suspect, n'est pas forcément une preuve, même s'il paraît avoir eu lieu à l'insu des chefs de Klée.

83 CEGES, AA 1423, 7/1/616, *Verzeichnis der Angehörigen des Konsulats in Lüttich*, n.d., datant en tout cas d'avant février 1940.

84 JMB, Conseil de Guerre de Liège, dossier en cause J. Verrees, lettre de verrees au Premier substitut de l'Auditeur militaire, 16.1.1945.

RAPPORTS AVEC LES SERVICES BELGES

Ce cas permet de souligner la collaboration de deux services de renseignement et de sécurité belges avec leurs homologues français : la Sûreté Publique du ministère de la Justice (indiquée comme SEB – Sûreté de l'Etat belge – dans les documents français) et la Sûreté Militaire/Service de Contre-Information du ministère de la Défense Nationale. Depuis la Grande Guerre et la création du poste de renseignement tripartite de Folkestone en 1914, cette liaison entre services belges et français existe. La participation de la Belgique à l'occupation de la Rhénanie contribue à l'échange de renseignements sur l'Allemagne⁸⁵. En 1922, les services atteignent un accord sur l'installation à Anvers d'un poste français pouvant échanger avec les services belges. Il s'agit sans doute d'un précurseur de la Confiance Mutuelle et on peut supposer que Henry Béliard, industriel à Anvers et un des créateurs du poste de Folkestone, y a joué un rôle. Après l'évacuation de la Rhénanie en 1930, les échanges continuent, notamment par les réunions d'Etats-majors mixtes (abandonnées en 1933).

Au cours des années 1930, c'est évidemment avec la Sûreté Publique (SEB) que la SR/SCR entretient de bons rapports. Ceux-ci sont marqués par des échanges dans le domaine du contre-espionnage (dépistage d'agents allemands, pénétration des services allemands). À partir de 1933, les contacts sont réguliers entre le commandant Darbou du BENE d'une part, Joseph Doudot d'autre part, et la SEB. Le fonctionnaire belge le plus cité est Justin Verhulst de la Sûreté (SEB). Il entretient des contacts réguliers avec le commandant Darbou et le capitaine Bertrand du BENE, avec Doudot et, à partir de 1936, avec le commandant Paillolle⁸⁶. De plus, Doudot s'est lié d'amitié avec Joseph Bléro, commissaire principal à la Sûreté Publique, qui, vraisemblablement avec l'accord de Verhulst, l'assiste dans les missions du Français en Belgique (filature, recherche d'identités, échange et développement de photos).

Les pièces d'archives du BENE/CLF faisant partie du soi-disant « fonds de Moscou » nous donnent de précieuses informations sur les échanges existant entre les deux services. Un exemple datant de 1934 : le chef de bataillon Louis Rivet, à cette époque chef du BENE à Lille (et futur chef de la SR/SCR) est

85 Olivier FORCADE, *La république secrète*, Paris, Nouveau Monde, 2008, p. 227.

86 Lettre du colonel Paillolle à l'auteur, 14.7.1991.

chargé par l'EM de dresser une liste de personnes susceptibles d'apporter du soutien aux forces françaises en Flandre Occidentale. Rivet écrit que pour confectionner cette liste « le concours de M. Verhulst est sollicitée et ne tardera pas à porter ses fruits ». Nous ignorons la suite de cette démarche. En octobre 1936, la Sûreté belge transmet au BCR des notes détaillées sur « les affaires d'espionnage qui ont eu leur épilogue devant les tribunaux belges ou dont l'instruction est encore en cours ». La dernière mention illustre à quel point la confiance règne entre les deux services. Il semble même que le BENE dispose d'un agent (Li 40) au sein de la Sûreté belge, qui agit par francophilie⁸⁷.

Cette confiance se manifeste aussi lors des rencontres fréquentes, soit à Bruxelles soit à Paris. Dans ses carnets, le général Rivet en mentionne quelques-unes. Le 22 juillet 1937, il mentionne la visite de Nothomb, sous-directeur à la Sûreté belge ; il est reçu par le colonel Mangès et le capitaine Bonnefous. Ce dernier assiste également à une réunion qui se déroule à Bruxelles, à laquelle participent Verhulst et ses collègues Nothomb et Romain Bekaert, contrôleur général à la Sûreté. Comme les documents originaux de la SR/SCR n'abondent pas, il est instructif de s'arrêter au compte-rendu de cette réunion dressé sans doute par Bonnefous. Les participants ont été convoqués d'urgence, car les autorités belges envisagent d'arrêter Hans Rumpe, officier de l'Abwehr de Cologne, lors d'un prochain rendez-vous avec Doudot à Liège. En effet, la Sûreté est certaine que Rumpe est le régisseur d'une importante affaire d'espionnage, dont le personnage central est le Belge Jean Vandecasteele, qui essaie de recruter des militaires belges endettés. Bonnefous est monté dare-dare à Bruxelles pour convaincre les services belges de renoncer à l'arrestation de Rumpe. Les Français ne veulent pas, en effet, « que le fruit de longues années de travail [de pénétration] risque de s'écrouler »⁸⁸. Comme arguments probants, Bonnefous expose que la SR/SCR :

«compte énormément sur ses doubles pour être renseigné en cas d'attaque brusquée ; est décidé de mettre en œuvre un véritable plan de fausses nouvelles destiné à tromper l'adversaire ; contrôle une partie importante des informateurs du SR allemand : recueille une part des sommes versées par ce dernier aux agents doubles ».

87 Louis RIVET, *op. cit.*, p. 144.

88 CEGES, AA 1423, 7/1/1613, Compte-rendu de la réunion à Bruxelles, le 24 septembre 1937.

Cet exposé franc montre que le travail des agents de pénétration français n'est pas un secret pour les Belges et qu'il existe une véritable coopération dans ce domaine, car l'arrestation de Rumpé n'a pas eu lieu. Il est à noter que cette décision est à double tranchant. D'une part, elle contribue à l'extension de la pénétration de la part des « doubles » français et à la découverte de nouveaux agents allemands. D'autre part, elle permet aux services allemands de recruter de nouveaux agents qui, en dépit du travail des W, ne sont pas toujours découverts.

Une véritable coopération entre la Sûreté publique et la SR/SCR se manifeste dans le cas de « l'affaire Klée ». Les rapports entre la SR/SCR et la Sûreté Publique deviennent plus difficiles à partir de la déclaration de guerre de 1939. Le monde politique belge exige dorénavant une stricte neutralité dans tous les domaines. Cette attitude signifie, pour la Sûreté Publique, qu'elle doit s'abstenir de toute aide trop voyante aux collègues français. Ainsi, le commissaire principal Bléro se voit obligé de refuser, début 1940, l'aide demandée par Doudot dans l'affaire d'un espion hollandais ayant opéré en France et domicilié à Bruxelles⁸⁹.

Dans son livre sur les services spéciaux français, Paillole écrit :

« Darbou me présente [après juin 1936] à Bruxelles le chef de la Sûreté belge, M. Verrhulst [sic], qui m'assure de son entier concours et se félicite des brillants résultats qu'il obtient grâce au travail en commun avec Doudot. Hélas, pour lui comme pour nous, l'Etat-major belge reste imperméable à nos tentatives de rapprochement et refuse toute collaboration officielle avec nos services spéciaux dans le but de maintenir la neutralité⁹⁰. »

En consultant les documents de la SR/SCR conservés dans le « fonds de Moscou », le chercheur constate en effet que les échanges avec le SR militaire belge sont pratiquement absents, alors qu'ils sont continués du côté de la Sûreté Publique. Depuis 1936, les contacts d'État-major sont interrompus, ce qui implique un retour à la neutralité de fait. Le ministère de la Défense dont dépend la Sûreté Militaire subit, beaucoup plus que la Sûreté Publique, par exemple, l'influence du roi Léopold III et de son entourage militaire, qui veulent conserver scrupuleusement une neutralité stricte, dans l'espoir d'éviter d'être entraîné dans un conflit armé.

Toutefois, quelques échanges ont lieu, notamment à l'occasion de l'atterris-

89 Henri KOCH-KENT, *op. cit.*, p. 75.

90 Paul PAILLOLE, *Services spéciaux (1935-1945)*, Paris, Robert Laffont 1975, p. 60.

sage forcé d'un avion allemand à Maasmechelen (Limbourg) en janvier 1940, dont le pilote est en possession de plans d'attaque allemands. Ces documents tombent aux mains de la Sûreté militaire belge, dont le chef, le major Mampuy, n'est pas un inconnu pour les services français, Doudot par exemple. À la demande de ses chefs, Doudot essaye d'obtenir le maximum de renseignements sur les documents allemands. Mais Mampuy ne veut que lui donner lecture d'un rapport et le laisser copier certains passages des plans, mais refuse de lui donner copie⁹¹.

À la même époque, un contact informel semble exister entre la Sûreté Militaire et le poste « Charles ». En effet, c'est par un intermédiaire de la Sûreté Militaire que les Français apprennent que

« le 2^e Bureau belge ayant fait arrêter de nombreux Allemands pour délit d'espionnage serait désireux — ou dans l'obligation diplomatique — de faire un geste analogue du côté français et anglais⁹². »

Cette volonté belge illustre bien l'attitude de neutralité tous azimuts, mais la Sûreté Militaire aurait tout aussi bien pu renoncer à cette communication à « Charles ». Il n'est d'ailleurs pas à notre connaissance qu'un agent français ou britannique ait été arrêté en période de neutralité. Début 1940, un officier du CLF qui se rend régulièrement en Belgique se plaint du fait que lors de ses déplacements il est l'objet d'une surveillance constante, non seulement de la part d'un agent allemand connu du poste, mais aussi de la part de la police belge⁹³. L'officier français en question est peut-être Emile Rigaud, qui vient régulièrement à Bruxelles pour y rencontrer son collègue Etienne Perrigot et des agents de pénétration⁹⁴. En même temps, le CLF signale que les Belges veulent arrêter un officier de renseignement français et anglais, suite à des démarches de la diplomatie allemande après l'arrestation d'agents allemands. Un dossier existe contre Perrigot, attaché au consulat général, et contre un de ses agents belges⁹⁵.

Le retour à la neutralité se fait sentir dans d'autres domaines. En juillet 1939,

91 Henri KOCH-KENT, *op. cit.*, p. 161.

92 CEGES, AA 1423, note du CLF du 23.2.1940.

93 *Ibid.*, AA 1423, 7/1/616a, note du CLF du 27.3.1940

94 « *Je devais prendre les plus grandes précautions lorsque je me rendais clandestinement en Belgique pour traiter mes agents doubles afin de ne pas éveiller la vigilance de la police belge* » (lettre de J.-E. Rigaud à l'auteur, 27.5.1997.

95 Même source que la note précédente.

la Belgique met fin au fonctionnement de l'office de renseignement tripartite (anglo-franco-belge) connu sous le nom de BOX⁹⁶. Les Français regrettent cette décision, mais espèrent qu'il restera suffisamment de Belges disposés à aider les services français. Nous avons vu que c'est effectivement le cas.

Pour conclure, essayons de circonscrire les champs de recrutement de la SR/SCR en Belgique. Notons d'abord que parmi les Français, officiers ou agents recruteurs, nous trouvons un certain nombre d'Alsaciens (Fluhr, Kraemer, Trautmann, Klée, Bouvier, Kleinmann) et un Lorrain parfaitement bilingue (Doudot). Parmi ses collaborateurs en Belgique, la SR/SCR semble s'appuyer sur des Français disposant de liens familiaux ou financiers avec le pays. Certains sont mariés à une Belge (Van Hecke, de Fredaigue, Potocki, Treffot).

Le recrutement d'agents de nationalité belge se fait avant tout dans des milieux francophiles. Parmi ces agents, nous retrouvons un certain nombre ayant travaillé pour les Français en 1914-1918 (Amiable, Javaux-Daout-Ramoisy, Baus, l'abbé De Moor, Elise Calewaert), d'autres qui avaient des liens avec les services français de l'armée d'occupation en Allemagne (Rademecker, Lambrecht). Certains agents sont sans doute recrutés à cause de leurs liens avec la France : le commissaire Rademecker est marié à une Française, Duchamps est de nationalité française, Cartigny est de descendance française et Simon a suivi les cours de l'École française, comme ses enfants d'ailleurs.

Une dernière catégorie d'agents, souvent recrutés par la voie de petites annonces, est celle de personnes qui peuvent se déplacer sans grande peine en Allemagne (industriels, voyageurs de commerce). Nous n'avons pas constaté que les services français auraient eu une prédilection pour une tendance politique par rapport avec le recrutement. Si certains agents manifestent des opinions d'extrême-droite (Rexisme, Légion Nationale), d'autres appartiennent à l'extrême-gauche (l'ITF).

96 Étienne VERHOEYEN, « BLAO-BOX, un bureau de renseignement tripartite franco-anglo-belge à Bruxelles dans l'entre-deux-guerres », CF2R, *Notice historique*, n° 40, janvier 2014, <https://cf2r.org/historique/blao-box-un-bureau-de-renseignement-tripartite-dans-l-entre-deux-guerres/>.

Agents du BENE

Nom	Naissance	Recruté	Traitants	Contact	Couverture	Opérant	Caractère
Hausman « <i>Bolwerk</i> »		1930- ?	Darbou ¹	chef de station à Roetgen (près de Montjoie), Langen ²	major de gen-darmerie en retraite	Allemagne	
Jules Provost Li 79	1906	1938-septembre 1939	BENE, puis CLF		acheteur de lin belge pour le compte d'une firme lilloise	Wevelgem (Flandre occidentale) ³	
Armand Bol- linne		septembre 1938- 1939	Émile Bertrand « Roger Gui- don »	boîte postale 5 à Lille		Aérodrome d'Evere ⁴	
Octave Haese- voets ⁵		Avril 1939	Émile Bertrand « Roger Gui- don »				
Armand Stas- sart		1938-octobre 1939	Georges Bou- vier Léon Charlier, représentant de la firme Doertenbach à Cologne ⁶	Joseph Schons	professeur d'allemand et de néerlandais à l'Ecole Ber- litz à Liège ⁷		

Jean-Nicolas Lambrecht « Deriche », « Demarche » (Li. 21) ⁸ 1896	1922-1930 1931-1941	Mangès (Düsseldorf) ⁹ Georges Bouvier	Crochard (alias « Clément ») ¹⁰	agent recruteur, via petites annonces du <i>Soir</i>	Arrêté à Toulouse le 17 juin 1941, remis en liberté le 1 ^{er} avril 1943, à disposition du <i>Sicherheitsdienst</i> ; arrêté après guerre par la justice militaire belge, non-lieu suite à son décès en prison, le 5 février 1946.
Georges Odou 1900	septembre 1939 - mai 1940	Georges Bouvier	Daniel Coucke (Sûreté militaire belge)	employé par la firme belge Brevets et Procédés Joseph Carlier, Bruxelles	Arrêté après le 10 mai 1940

1 Lettre de L. Husser à l'auteur, 28.10.1986.

2 CEGES, AA 1114, dossier L'Épingle Noire.

3 CEGES, AA 1423, 7/1/615b, note du CLF du 28.9.1939.

4 *Ibid.*, AA 1312, Audition d'A. Bollinne par le SCI de Liège, s.d.

5 *Ibid.*, AA 1333, fonds Sûreté de l'État-Londres, dossier ARA d'O. Haesevoets.

6 DGVG, dossier Léon Charlier, né à Bruxelles le 6.3.1879.

7 *Ibid.*, AA 1333, fonds Sûreté de l'État-Londres, dossier ARA d'A. Stassart.

8 *Ibid.*, AA 1835, *Sonderfahndungsliste West*, s.d. [fin 1939].

9 Direction des Victimes de la Guerre, dossier J.-N. Lambrecht, note du colonel Mangès, 10.6.1930 ; JMB, Conseil de Guerre de Bruxelles, dossier no. 48001/45 en cause J.-N. Lambrecht.

10 CEGES, AA 368, *Feldurteil* en cause A. van der Steen, 9.2.1942.

Agents de « Charles »

Nom	Naissance	Recruté	Traitants	Contact	Couverture	Opérant	Caractère
A 140						Flandre Occidentale (Gand)	
Jean Indekeu Li W 6 - Li 312	Liège, 1914	1938-1941	Lafont (« Verneuil »)			« travailler pour nous sur les services allemands » ¹¹ , notamment en pénétrant l'Abwehr en avril 1940 ¹² .	.Arrêté le 11 août 1942, il est condamné à mort et exécuté à Berlin-Brandebourg le 2 juillet 1943. Au cours de l'instruction de son procès, il reconnaît avoir travaillé aussi bien pour les Français que pour les Allemands ¹³ .
Raphael Bruyneel Li 270 ¹⁴	Hingene, 1898	1934 ou 1935-1940	Fustier			Pénétration des milieux rexistes et de l'Abwehr ¹⁵ .	arrêté par la BST, à Toulouse le 12 juin 1940, à disposition des Allemands début juillet 1940, il est mis à la. Ceux-ci le laissent rentrer en Belgique, arrêté le 2 septembre 1940, ne rentre qu'en mai 1945, fort affaibli et meurt en 1947

Jean-Pierre Gehentges, Li 159 (Hengen)	1902, Esch-sur-Alzette	1937	Émile Rigaud (CLF) à partir d'octobre 1939. Etienne Perrigot		représentant de la brasserie luxembourgeoise Clausen & Bofferding	Pénétration de l'Abwehr ¹⁶	Arrêté par les Allemands début 1943 ¹⁷ , interprète à la section V de la <i>Kriminalpolizei</i> à Bruxelles en juin 1943, arrêté en décembre 1947 au Grand-Duché, condamné à 10 ans de réclusion, réduite à 7 ans en 1948, et libéré le 6 février 1950 ¹⁸ .
Paul Le Grand		septembre 1939-1940	Georges Bouvier Etienne Perrigot	Louis Cox	Journaliste	Pénétration de l'Abwehr	
Li 327		octobre-novembre 1939				Pénétration de l'Abwehr ¹⁹	
Li 199 (Emile pour l'Abwehr ²⁰)		Avril 1940				Pénétration de l'Abwehr	

11 DGVG, dossier J. Indekeu, lettre de « Verneuil », liquidateur des réseaux SSMF/TR à la Mission belge de Liaison à Paris, 12.5.1950.

12 CEGES, AA 1423, 7-1-2011, Compte-rendu détaillé de la mission effectuée par Li W 6 – Li 312 le 17 avril 1940 à Düsseldorf.

13 CEGES, AA 1333, fonds Sûreté de l'Etat-Londres, dossier ARA J. Indekeu.

14 SHD/DAT, 7 NN 2425, dossier Dumont alias Li 270 ; TNA, KV 3/83, 51 A.

15 CEGES, AA 1423, 7/1/2009 et 7/1/711.

16 CEGES, AA 1423, 7-1-2011.

17 Paul Paillote, *Services spéciaux*, Paris, Robert Laffont, 1975.

18 JMB, Auditorat militaire de Bruxelles, dossier no. 2378/47 en cause J.-P. Gehentges.

19 CEGES, AA 1423, 7-1-615, *Compte-rendu détaillé d'entrevue*, 2.11.1939.

20 CEGES, AA 1423, 7-1-2011, note du CLF du 29.4.1940.

Agents du poste de Dunkerque

Nom	Fausse nationalité	Naissance	Recruté	Traitants	Contact	Couverture	Opérant	Caractère
Max Kosinsk (Max Hauri) ²¹	Danois	Allemagne 1893	Juin 1937	<input type="checkbox"/> M(ax). Dutilleul <input type="checkbox"/> M. Laurent (Trautmann)	Paul Potocki	<input type="checkbox"/> Société des Textiles de Lifferincoucke (Nord) <input type="checkbox"/> Vendeur de moteurs de bateaux pour le compte de Max Dutilleul	Anvers, mars à septembre 1939	« principalement guidé par l'intérêt » ²²
Serge Duchamp (Georges Defrance)	Français			Refusé par la Marine, il est « versé au Bureau d'Études »			Liège, septembre 1939-avril 1940	« faire son devoir » ²³

21 Dans une attestation de 1946, Trautmann confirme que Kosinsky a travaillé pour le SR Marine de 1937 à 1939 (AGR, fonds Police des Étrangers, dossier no. 341616 (Kosinsky). Trautmann ajoute que son rendement fut « médiocre ».

22 AGR, dossier Kosinsky, lettre du Major Devaux, chef du service de Contre-Information à P. Calaber, chef du service d'Identification Judiciaire.

23 DGVG, dossier Duchamp, déclaration de S. Duchamp à la police de Liège, 20.11.1948 ; dossier Ernest Douffet.

BIBLIOGRAPHIE

- BECK, P. & VERHOEYEN, Étienne, «Agents secrets à la frontière belgo-allemande», *Cahiers d'Histoire du Temps Présent*, No. 21, 2009, pp. 93-134.
- BERNARD, Henri, *Walthère Dewé, un géant de la résistance*, Bruxelles, La renaissance du livre, 1971.
- DANIS, Jean, *Les espions de l'armée de l'Air française*, Ed. Hugues de Chivré, 2010.
- DEBRUYNE, Emmanuel & PATERNOSTRE, Jehanne, *La résistance au quotidien*, Bruxelles, Racine, 2009.
- FORCADE, Olivier, *La république secrète : histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, Paris, Nouveau Monde, 2008.
- KOCH-KENT, Henri, *Doudot. Figure légendaire du contre-espionnage français*, Tournai, Casterman, 1976.
- KOCH-KENT, Henri, *Vu et entendu*, Luxembourg, 1983.
- MIANNAY, Patrice, *Dictionnaire des agents doubles dans la Résistance*, Paris, 2005.
- NAVARRÉ, Henri, *Le Service de renseignements, 1871-1944*, Paris, Plon, 1978.
- NELLES, Dieter, *Widerstand und internationale Solidarität. Die Internationale Transportarbeiter Föderation im Widerstand gegen den Nationalsozialismus*, Essen, Klartext, 2001.
- PAILLOLE, Paul, *Services spéciaux (1935-1945)*, Paris, Robert Laffont, 1975.
- RIVET, Louis, Olivier FORCADE, Sébastien LAURENT, *Carnets du chef des services secrets 1936-1944*, Paris, Nouveau Monde, 2010.
- STOERKEL, Jean-Marie, *L'espion alsacien : un destin rocambolesque à la veille de la Deuxième Guerre mondiale*, Éditions la Nuée Bleue, 2014.
- VERHOEYEN, Étienne, «Une étape vers la liberté : le relais de Heer-Agimont», *Ardenne-Wallonie*, no. 93, 2003, pp. 3-13,
- VERHOEYEN, Étienne, «Les achats d'armes de la Cagoule en Belgique. Chronique d'un échec annoncé, Anvers», *Tegendraadse criminologie. Liber Amicorum Prof. Dr. Paul Ponsaers*, 2012a, pp. 473-482.
- VERHOEYEN, Étienne, «Contre-espionnage et autofinancement de l'Abwehr. Un exemple français : le 'système Léopold'», *Bulletin d'Information du Centre Liégeois d'Histoire et d'Archéologie Militaire*, XI, (2012b), No. 130, pp. 27-61.
- VERHOEYEN, Étienne, (2014), «BLAO-BOX, un bureau de renseignement tripartite franco-anglo-belge à Bruxelles dans l'entre-deux-guerres», *Centre Français de recherche du Renseignement*, Notice historique n° 40, 2014.
- WYNANTS, Jacques, *Verviers 1940*, Crédit Communal de Belgique, Collection Histoire Pro Civitate, No. 60, 1981.



Quiet! Spanish (Republican) poster from the Spanish Civil War [r] r. Upload on Flickr by James Vaughan, (CC BY-NC-SA 2.0)

Lieutenant A. FROMENT

L'ESPIONNAGE Militaire

LES FONDS SECRETS DE LA GUERRE ET LE SERVICE
DES RENSEIGNEMENTS EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER



PARIS

F. JUVEN, ÉDITEUR

10, RUE SAINT-JOSEPH, 10

Tous droits réservés

Intelligence militare, guerra clandestina e Operazioni Speciali

Articles

- *Aux sources du renseignement humanitaire militaire : l'intervention française au Liban de 1860-1861*,
par GÉRALD ARBOIT
- *An Unimportant Obstacle? The Prusso-German General Staff, the Belgian Army and the Schlieffen Plan*,
by LUKAS GRAWE
- *Des traversées de frontières. Hernalsteens. Le grand réseau de renseignement français dans les territoires occupés, 1914-1915*,
par EMMANUEL DEBRUYNE
- *Le Bureau interallié de renseignement (1915-1918). Un exemple de coopération européenne en temps de guerre*,
par OLIVIER LAHAIE
- *Violatori di cifrari. I crittologi del Regio Esercito 1915-43*,
di COSMO COLAVITO
- *Les services spéciaux français en Belgique, 1936-1940*.
par ÉTIENNE VERHOEYN
- *S. I. E. P: Organización, funciones y contribución al sistema de inteligencia durante la Guerra Civil Española*,
por JOSÉ RAMÓN SOLER FUENSANTA, DIEGO NAVARRO BONILLA, HÉCTOR SOLER BONET
- *Dalla Spagna all'Italia: Il Servizio d'Informazione Militare in Europa nelle pagine della Rivista dei Carabinieri Reali*
di FLAVIO CARBONE
- *For Your Freedom and Ours. Polish refugees of war as soldiers and resistance fighters in Western Europe*,
by BEATA HALICKA
- *Le "front-tiers" pyrénéen. Les voies du renseignement durant la Seconde Guerre mondiale*,
par THOMAS FERRER
- *La chasse aux émetteurs clandestins en Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Neutralité, communauté du renseignement et affaire Rado*,
par CHRISTIAN ROSSÉ
di DENISE ARICÒ
- *Our Men in Berlin. The Netherlands Military Mission to the Allied Control Council for Germany, 1945-1949*,
by DANNY PRONK
- *German Intelligence Partnerships in the Early Cold War. The American Intelligence Godfathers*,
by WOLFGANG KRIEGER
- *L'intelligence militare russa Il GRU nel decennio 2010-2020*,
di NICOLA CRISTADORO

Reviews

- *Military Intelligence negli Intelligence Studies*
Introduzione alle recensioni
[GIANGIUSEPPE PILI]
- CHRISTOPHER ANDREW & DAVID DILLS (Eds),
The Missing Dimension: Governments and Intelligence Communities in the Twentieth Century
[GIANGIUSEPPE PILI]
- RICHARD J. HEUER,
Psychology of Intelligence Analysis
[GIANGIUSEPPE PILI]
- PETER GILL, MARK PHYTHIAN, STEPHEN MARRIN (Eds.),
Intelligence Theory. Key Questions and debates,
[GIANGIUSEPPE PILI]
- JAN GOLDMAN,
Words of Intelligence. A Dictionary,
[GIANGIUSEPPE PILI]
- JAMES P. FINLEY (Ed.),
U. S. Army Military Intelligence History: A Sourcebook,
[GIANGIUSEPPE PILI]
- *Journal of Intelligence History*,
[Francesco Biasi]
- FILIPPO CAPPELLANO e COSMO COLAVITO,
La Grande guerra segreta sul fronte italiano (1915-.1918),
[PAOLO FORMICONI]
- BEATA HALICKA,
Borderlands Biography: Z. Anthony Kruszewski in Wartime Europe and Postwar America,
[PAUL McNAMAR]
- TOMASO VIALARDI DI SANDIGLIANO,
Da Sarajevo alla cyberwar, appunti per una storia contemporanea,
[ANTHONY CISFARINO]
- PAOLO GASPARI,
Le avventure del Carabiniere Ugo Luca.
[FLAVIO CARBONE]
- VIRGILIO ILARI,
Il Terzo uomo del caso Dreyfus
[ANTHONY CISFARINO]
- GIANLUCA JODICE,
Il cattivo Poeta
[ANDREA VENTO]